

RAPPORT SEMESTRIEL
30 JUIN 2006

SOMMAIRE GÉNÉRAL

1	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	2
2	CHIFFRES CLÉS	4
	2.1. Tableaux de synthèse des chiffres clés	4
	2.2. Tableaux de synthèse de l'information sectorielle	5
	2.3. Carnet de commandes	6
	2.4. Compte de résultat	6
	2.5. Revue des pôles d'activité	10
	2.6. Flux de trésorerie	16
	2.7. Éléments bilanciels	18
3	PERSPECTIVES	21
4	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	22
5	COMPTES CONSOLIDÉS	24
	5.1. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2006 - Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2006	24
	5.2. Compte de résultat consolidé	25
	5.3. Bilan consolidé	26
	5.4. Tableau des flux de trésorerie consolidé	28
	5.5. Variation des capitaux propres consolidés	29
	5.6. Information sectorielle	30
	5.7. Annexe aux comptes consolidés	32

1. Faits marquants de la période

Les informations reportées dans ce chapitre concernent l'ensemble du groupe AREVA. Les faits marquants relatifs aux activités sont décrits dans la revue des pôles d'activité.

Sur le plan des résultats, le premier semestre 2006 est marqué par :

- la progression des activités nucléaires hors impact du contrat OL3 (TVO) ;
- l'enregistrement d'une provision significative dans le cadre du contrat OL3 ;
- le succès du redressement du Pôle **Transmission & Distribution** ;
- la progression des carnets de commandes dans les activités nucléaires et dans le Pôle **Transmission & Distribution**.

Point sur l'avancement de l'exécution du contrat OL3 (TVO) :

L'EPR d'Olkiluoto 3 (OL3) est le premier réacteur de troisième génération en construction dans le monde. Il est également le premier réacteur pour lequel deux autorités de sûreté (française et allemande) ont été associées à la conception. Ce contrat clés en main, signé avec le client TVO (Finlande) et réalisé en consortium avec Siemens, se caractérise par des conditions de prix et de délai tendues.

Il connaît actuellement des difficultés et des retards inhérents en particulier à son caractère "tête de série" et liés :

- en majeure partie au processus spécifique à la Finlande d'approbation des documents techniques par le client et de validation du design détaillé par l'Autorité de Sûreté finlandaise, qui interviennent au fur et à mesure de l'avancement des travaux,
- et aussi à la remise à niveau du tissu industriel des sous-traitants aux contraintes du marché nucléaire, ainsi qu'aux difficultés rencontrées sur le site pour la qualification et la production de béton.

Le niveau significatif de la provision enregistrée par le groupe au premier semestre 2006 correspond :

- d'une part aux surcoûts identifiés,
- et d'autre part à l'appréciation des risques, couvrant en particulier les incertitudes pesant aujourd'hui sur les conditions de réalisation du projet.

La fluidité du circuit d'émission et d'approbation des documents est un facteur clé pour le rythme d'avancement du projet. AREVA poursuit avec le client des discussions permettant de remédier aux difficultés actuelles.

Pour ce qui le concerne, le groupe a mis en place un nouveau management des équipes en charge du projet, a placé sous l'autorité directe du Directeur Général Délégué la coordination des moyens dédiés au sein du groupe, et a renforcé son assistance aux fournisseurs de façon à les mettre plus rapidement au niveau des exigences de qualité du nucléaire. Ce projet continuera de faire régulièrement l'objet d'un rapport détaillé devant le Comité d'audit du Conseil de Surveillance.

La réalisation de l'EPR tête de série d'OL3 procure au groupe une expérience unique sur le marché mondial des réacteurs de Génération III.

Compte tenu de la progression des activités nucléaires, hors impact du contrat OL3, et de l'enregistrement de la provision sur le contrat OL3, le résultat opérationnel des activités nucléaires ressort à 73 millions d'euros au premier semestre 2006, soit 2,2 % du chiffre d'affaires, contre 373 millions d'euros, soit 11,4 % du chiffre d'affaires, au premier semestre 2005.

Point sur l'avancement du plan d'optimisation du Pôle **Transmission & Distribution** :

À fin juin 2006, le cumul des charges de restructurations comptabilisées dans le cadre du plan d'optimisation du Pôle **Transmission & Distribution** s'élève à environ 290 millions d'euros, dont 29 millions d'euros au titre du premier semestre 2006.

Dans le domaine du recentrage de l'activité, la majeure partie du plan a été réalisée en 2005 avec notamment la cession des activités télécoms en Australie et Nouvelle-Zélande, des activités "lignes haute tension" en Allemagne, "Basse tension" en France et l'intégration des activités indiennes.

Le redéploiement industriel est par ailleurs aujourd'hui globalement réalisé. Le Pôle **Transmission & Distribution** a notamment poursuivi au premier semestre 2006 sa stratégie de développement dans les pays à forte croissance. A titre d'illustration, AREVA a inauguré en juin 2006 deux nouvelles usines à Xiamen (Chine). La première usine, AREVA Vacuum Interrupter Co., est une joint-venture entre Xiamen Huadian Switchgear Co. et AREVA T&D. L'usine produit des interrupteurs à vide de 10-40,5 kV destinés aux applications "moyenne tension". La seconde usine, AREVA Switchgear Co., est la propriété exclusive d'AREVA T&D. L'usine produira des disjoncteurs "moyenne tension". Les installations de Xiamen rapprocheront AREVA de ses clients chinois. Elles constitueront un levier pour la technologie d'AREVA, lui permettant d'élaborer des solutions spécifiquement adaptées au marché national. AREVA Vacuum Interrupter Co. deviendra pour AREVA T&D le plus important centre de fabrication de composants d'appareillage moyenne tension dans le monde.

Enfin, les efforts déployés dans la rationalisation des achats, et la politique sélective menée dans les prises de commandes de systèmes permettent de contribuer au succès global du plan.

Comme annoncé à l'issue des résultats 2005, la situation d'AREVA T&D lui permet désormais d'envisager des acquisitions ciblées afin de se renforcer sur son cœur de métier.⁽¹⁾

Le Pôle **Transmission & Distribution** dégage ainsi au premier semestre 2006 une marge opérationnelle de 5,9 % du chiffre d'affaires avant charges de restructuration, et de 4,2 % après charges de restructuration, contre respectivement 1,9 % et - 1,3 % sur la même période de 2005.

Concernant la vie du groupe, les éléments à retenir sur la période sont les suivants :

- Le 1^{er} mars 2006, Spencer Abraham, ancien ministre de l'Énergie des États-Unis, est nommé Président du Conseil d'Administration d'AREVA Inc., la filiale américaine du groupe.
- Le 6 mars 2006, Jean-Pol Poncelet est nommé Conseiller auprès de la Présidente du Directoire, et Directeur en charge de la Politique Énergies Nouvelles, au sein de la Direction International et Marketing. Monsieur Poncelet fut de 1995 à 1999, Vice-Premier ministre, ministre de la Défense et ministre de l'Énergie au sein du gouvernement belge.
- Le 5 avril 2006, en apportant son soutien à l'équipe de France K-CHALLENGE, AREVA devient partenaire titre de l'équipe de France pour l'America's Cup 2007, qui se tiendra à l'été 2007 à Valence (Espagne). Le bateau et son équipage portent désormais le nom d'AREVA Challenge.
- Le 15 mai 2006, AREVA s'engage pour la diversité culturelle et sociale en signant la "Charte de la diversité dans l'entreprise". Cette charte favorise l'insertion des jeunes issus des quartiers sensibles, l'emploi des personnes handicapées et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- Le 17 mai 2006, AREVA publie sa contribution au débat sur l'énergie au Royaume-Uni. Dans ce document, AREVA affirme qu'une nouvelle génération de centrales nucléaires peut être construite au Royaume-Uni, sans subvention étatique, et dans le respect des règles de la concurrence.
- Le 28 juin 2006, Christine Lagarde, ministre déléguée au Commerce extérieur, a inauguré l'extension de l'usine de Chalon Saint-Marcel en compagnie d'Anne Lauvergeon. Le groupe a lancé en 2004 un programme d'investissements de 30 millions d'euros sur cette usine spécialisée dans la fabrication des gros composants des centrales nucléaires (cuves de réacteurs, générateurs de vapeur, pressuriseurs). Dans le cadre de ce programme, le recrutement de près de 250 nouveaux salariés et l'extension de 2 900 m² du hall d'assemblage des composants lourds ont permis d'augmenter la capacité de production de l'usine de 10 %.

(1) T&D a ainsi acquis le 1^{er} août 2006 l'activité transformateur de mesure haute tension de l'allemand Ritz, lui permettant de devenir le n°1 mondial de ce segment. Voir le paragraphe "événements postérieurs à la clôture".

2.1. Tableaux de synthèse des chiffres clés

2. Chiffres clés

2.1. TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES CHIFFRES CLÉS

2.1.1. Indicateurs financiers

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005 (*)	Variation 06/05
Chiffre d'affaires	5 036	4 764	+ 5,7 %
Marge brute	955	1 152	- 17,1 %
% du CA	18,9 %	24 %	- 5,1 points
Résultat opérationnel courant	167	390	- 57,2 %
% du CA	3,3 %	8,2 %	- 4,9 points
Résultat opérationnel	115	326	- 64,7 %
% du CA	2,3 %	6,8 %	- 4,5 points
Résultat financier	32	20	+ 60 %
Résultat net, part du groupe	245	301	- 18,6 %
% du CA	4,8 %	6,3 %	- 1,5 point
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(40)	599	
Dividendes versés	427	419	

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Trésorerie/(dette) nette	(588)	(268)
Carnet de commandes	21 595	20 570

(*) Retraité de FCI, cédée le 3 novembre 2005.

2.1.2. Indicateurs AREVA Way extra financiers

	T2 2006	T1 2006	2005
Sécurité			
Taux de fréquence ⁽¹⁾	4,78	5,04	5,41
Taux de gravité ⁽²⁾	0,16	0,18	0,2
Dosimétrie			
Exposition moyenne aux rayonnements ionisants ⁽³⁾	1,4 ⁽⁴⁾	1,34 ⁽⁵⁾	1,23 ⁽⁶⁾
Environnement			
Energie électrique consommée (GWh)	345	374	1 432
Energie fossile consommée (GWh)	300	453	1 379
Emissions directes de gaz à effet de serre ⁽⁷⁾	289,9	215,5	1 277,5

La sécurité au travail est l'un des objectifs prioritaires du groupe. La mobilisation autour de cet enjeu produit les améliorations attendues.

La dosimétrie des salariés, malgré une légère hausse, reste maîtrisée sur la période.

L'évolution des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre reflète à la fois une amélioration de la qualité du suivi et les variations du volume d'activité. Les progrès résultant des actions significatives en cours seront observables à moyen terme.

(1) En nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées. Taux de fréquence moyen de l'industrie française à 25,4.

(2) En nombre de jours d'arrêt par millier d'heures travaillées.

(3) En mSv/an par an par salarié. Dose maximale autorisée par la réglementation française à 20 mSv/an (52 mSv/an aux États-Unis et au Niger).

(4) Valeur saisie au deuxième trimestre 2006, mais valeur pour l'année 2005.

(5) Valeur saisie au premier trimestre 2006, mais valeur pour la période octobre 2004 – septembre 2005.

(6) Valeur saisie en 2005, mais valeur pour la période juillet 2004 – juin 2005.

(7) En milliers de tonnes équivalent CO₂.

2.2. TABLEAUX DE SYNTHÈSE DE L'INFORMATION SECTORIELLE

Premier semestre 2006

(en millions d'euros)	Amont	Réacteurs et Services	Aval	T&D	Holding et autres activités et éliminations	Total
CA contributif	1 381	1 102	851	1 701	1	5 036
Résultat opérationnel	221	(266)	117	72	(29)	115
% du CA	16,0 %	(24,1 %)	13,8 %	4,2 %	n.a.	2,3 %
EBE	286	(9)	166	107	(17)	534
% du CA	20,7 %	(0,8 %)	19,4 %	6,3 %	n.a.	10,6 %
Variation de BFR opérationnel	119	(101)	(110)	(124)	(27)	(243)
Capex opérationnels nets	(175)	(81)	(38)	(39)	-	(334)
Cash-flow opérationnel avant IS	229	(190)	18	(53)	(44)	(40)

Premier semestre 2005 retraité de FCI et d'une modification de définition du Cash-flow opérationnel (CFO)*

(en millions d'euros)	Amont	Réacteurs et Services	Aval	T&D	Holding et autres activités et éliminations	Total
CA contributif	1 250	1 039	991	1 473	10	4 764
Résultat opérationnel	207	32	134	(19)	(29)	326
% du CA	16,6 %	3,1 %	13,6 %	(1,3 %)	n.a.	6,8 %
EBE	244	32	259	24	(22)	537
% du CA	19,5 %	3,1 %	26,1 %	1,6 %	n.a.	11,3 %
Variation de BFR opérationnel	(10)	207	115	(98)	(48)	167
Capex opérationnels nets	(94)	(74)	(24)	91	(2)	(105)
Cash-flow opérationnel avant IS	140	163	350	17	(71)	599

* Le groupe intègre dorénavant au calcul du CFO les cessions-acquisitions de titres consolidés. Les chiffres du 1^{er} semestre 2005 ont été retraités pour être comparables.

Premier semestre 2005 publié

(en millions d'euros)	Amont	Réacteurs et Services	Aval	T&D	Connectique	Holding et autres activités et éliminations	Total
CA contributif	1 250	1 039	991	1 473	638	5	5 396
Résultat opérationnel	207	32	134	(19)	42	(29)	367
% du CA	16,6 %	3,1 %	13,5 %	1,3 %	6,6 %	n.a.	6,8 %
EBE	244	32	259	24	51	(22)	588
% du CA	19,5 %	3,1 %	26,1 %	1,6 %	8,0 %	n.a.	10,9 %
Variation de BFR opérationnel	(10)	207	115	(98)	(19)	(48)	147
Capex opérationnels nets	(94)	(56)	(24)	1	(27)	(2)	(202)
Cash-flow opérationnel avant IS	140	181	350	(73)	7	(71)	534

2.3. Carnet de commandes

2.3. CARNET DE COMMANDES

Au 30 juin 2006, le carnet de commandes⁽⁸⁾ du groupe s'établit à 21 595 millions d'euros, en progression de 4,9 % par rapport aux 20 570 millions d'euros du 31 décembre 2005.

Le carnet de commandes des activités nucléaires s'établit à 18 296 millions d'euros au 30 juin 2006, contre 17 555 millions d'euros au 31 décembre 2005, soit une progression de 4,2 %.

Le premier semestre 2006 a notamment été marqué par un effet prix dans les commandes prises par la BU *Mines* par rapport au premier semestre 2005, le triplement des prises de commandes par la BU *Enrichissement* et plusieurs contrats d'approvisionnement de réservation de capacités de production ou de lancement anticipé d'approvisionnements des pièces forgées nécessaires à la réalisation des équipements lourds de réacteurs.

Le carnet de commandes du Pôle **Transmission & Distribution** s'élève ainsi à 3 299 millions d'euros au 30 juin 2006 contre 3 015 millions d'euros au 31 décembre 2005, soit une progression de 9,4 %.

Les entrées de commandes du premier semestre 2006 affichent une nette augmentation de 26,7 % par rapport au premier semestre 2005, pour s'établir à 2 122 millions d'euros. En données comparables, les prises de commandes progressent de 17,5 %. Cette tendance favorable est en ligne avec celle observée lors du second semestre 2005 et au cours du premier trimestre 2006. Elle provient notamment de la signature d'importants contrats dans les activités de *Systèmes* (Libye, Niger, Royaume-Uni et Mexique) et d'un niveau de prises de commandes élevé dans les *Produits* (+ 21 % à données comparables) et l'*Automation* (+ 25 % à données comparables).

À données comparables, les prises de commandes sont en progression de 85 % dans la région Afrique – Moyen-Orient (essentiellement grâce à la signature de deux contrats majeurs en Libye), et de 25 % en Asie, en particulier en Chine, en Inde et en Malaisie. En Europe, les prises de commandes ont progressé de 14 %, tirées notamment par le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Italie.

2.4. COMPTE DE RÉSULTAT

2.4.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 5 036 millions d'euros sur le premier semestre 2006, en croissance de 5,7 % par rapport à la même période de 2005. À p.c.c.*, le chiffre d'affaires du groupe croît de 5,1 %.

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005 Retraité (R)	Variation 06/05R en %	Variation 06/05 en % à p.c.c.*
Chiffre d'affaires	5 036	4 764	+ 5,7 %	+ 5,1 %
- dont Nucléaire	3 334	3 281	+ 1,6 %	+ 1,3 %
- dont Transmission & Distribution	1 701	1 473	+ 15,5 %	+ 13,8 %

* p.c.c. : périmètres et change constants.

Les activités nucléaires affichent au premier semestre 2006 un chiffre d'affaires de 3 334 millions d'euros, en hausse de 1,6 % (+ 1,3 % à données comparables) par rapport au premier semestre 2005, et sont marquées par :

- une nette progression du Pôle **Amont** (+ 12,9 %*) porté notamment par les fournitures d'uranium et les services d'enrichissement ;
- la contribution des projets de réacteurs OL3 (Finlande), Ling Ao – Phase II (Chine) et EPR "Flamanville 3" (France), qui permet au Pôle **Réacteurs et Services** de dégager un chiffre d'affaires en progression de 2,7 %* malgré un recul des ventes de services aux réacteurs ;
- la baisse du Pôle **Aval** (- 14,4 %*), essentiellement liée aux activités de traitement de combustible usé.

Le Pôle **Transmission & Distribution** enregistre un chiffre d'affaires de 1 701 millions d'euros, en croissance organique de 13,8 %, cohérente avec la progression des prises de commandes enregistrée au second semestre 2005.

(8) Le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

* À données comparables, c'est-à-dire périmètre, change et méthodes constants.

2.4.2. Marge brute

La marge brute du groupe s'élève à 955 millions d'euros au premier semestre 2006 (soit 19,0 % du chiffre d'affaires) contre 1 152 millions d'euros au premier semestre 2005R (soit 24,2 % du chiffre d'affaires), soit un recul de 17,1 %.

Ce recul traduit :

- la progression des activités nucléaires, hors impact de la provision sur le contrat OL3 (TVO), dont le niveau de marge brute est relativement stable par rapport à celui du premier semestre 2005,
- l'impact significatif de l'enregistrement de la provision relative au contrat OL3, qui correspond d'une part aux surcoûts identifiés et d'autre part à l'appréciation des risques, couvrant en particulier l'incertitude pesant aujourd'hui sur les conditions de réalisation du projet,
- la nette progression du Pôle **Transmission & Distribution**.

Dans les activités nucléaires, la marge brute s'établit, après enregistrement de la provision sur le contrat OL3, à 543 millions d'euros, soit 16,3 % du chiffre d'affaires contre 818 millions d'euros et 24,9 % du chiffre d'affaires sur la même période de 2005.

Dans le Pôle **Transmission & Distribution**, la marge brute ressort à 408 millions d'euros, soit 24,0 % du chiffre d'affaires, en progression de 1,5 point par rapport aux 22,5 % du premier semestre 2005, au cours duquel la marge brute s'était établie à 331 millions d'euros.

2.4.3. Recherche et développement

Les montants engagés par le groupe en recherche et développement figurent au bilan si les dépenses répondent aux critères d'activation fixés par la norme IAS 38, et en charges sinon. Dans le compte de résultat, les frais de recherche et développement apparaissent sous la marge brute et représentent les dépenses, non activables, engagées par le groupe exclusivement ; les charges relatives aux programmes financés partiellement ou totalement par les clients, ainsi que les projets en partenariat où AREVA dispose d'un droit d'usage commercial des résultats sont comptabilisées dans le coût des ventes. L'ensemble des montants engagés pour la recherche et le développement, qu'ils soient activés ou en charges de l'exercice, constitue l'effort de recherche et développement.

	S1 2006		S1 2005R	
	en millions d'euros	en % du CA	en millions d'euros	en % du CA
Frais de recherche et développement comptabilisés en compte de résultat	161	3,2 %	153	3,2 %
Effort de recherche et développement	286	5,7 %	262	5,5 %

Les frais de recherche et développement du groupe ont représenté 161 millions d'euros au premier semestre 2006, soit 3,2 % du chiffre d'affaires de la période. Au premier semestre 2005R, les frais de recherche et développement étaient de 153 millions d'euros, soit également 3,2 % du chiffre d'affaires.

En prenant en compte l'ensemble des coûts engagés pour la recherche et le développement, l'effort de recherche et développement s'élève à 286 millions d'euros au premier semestre 2006, soit 5,7 % du chiffre d'affaires de la période, en progression par rapport aux 262 millions du premier semestre 2005R (5,5 % du chiffre d'affaires).

En effet, contrairement aux normes françaises où la capitalisation des coûts de recherche et développement était optionnelle dans le cas où les charges répondaient aux critères d'activation, la norme IAS 38 impose de capitaliser les coûts de développement dès que ces charges répondent aux critères de capitalisation.

Cette progression reflète notamment :

- la phase de progression durable des dépenses d'exploration minière,
- les dépenses liées au développement de l'EPR et à sa certification aux États-Unis,
- la relative stabilité de l'effort de R&D dans le Pôle **Transmission & Distribution**.

2.4.4. Frais généraux, commerciaux et administratifs

Les frais commerciaux, généraux et administratifs s'élèvent à 619 millions d'euros au premier semestre 2006, soit 12,3 % du chiffre d'affaires, un niveau relativement stable par rapport aux 12,4 % du premier semestre 2005R, soit 592 millions d'euros.

2.4.5. Résultat opérationnel courant

Compte tenu des éléments qui précèdent, le résultat opérationnel courant du groupe s'élève à 167 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 390 millions d'euros au premier semestre 2005R.

- Les activités nucléaires dégagent un résultat opérationnel courant de 92 millions d'euros, soit 2,7 % du chiffre d'affaires, contre 390 millions d'euros, ou 11,9 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2005.
- Le résultat opérationnel courant du Pôle **Transmission & Distribution** s'établit à 101 millions d'euros au premier semestre 2006, soit 5,9 % du chiffre d'affaires, en forte progression par rapport aux 28 millions d'euros du premier semestre 2005.

2.4.6. Résultat opérationnel

Les charges et produits opérationnels non courants s'élèvent à 53 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 64 millions d'euros sur la même période de 2005.

- Les activités nucléaires dans leur ensemble enregistrent 20 millions de charges opérationnelles non courantes, soit 0,6 % de leur chiffre d'affaires de la période.
- Le Pôle **Transmission & Distribution**, en particulier, enregistre 29 millions d'euros de charges de restructuration sur le premier semestre 2006, dans le cadre de son plan d'optimisation.

Le résultat opérationnel du premier semestre 2006 s'élève ainsi à 115 millions d'euros contre 326 millions d'euros au premier semestre 2005R, soit un recul de 64,7 %. Le taux de marge opérationnelle du groupe s'établit à 2,3 % au premier semestre 2006 contre 6,8 % au premier semestre 2005R.

- Dans les activités nucléaires, le résultat opérationnel ressort à 73 millions d'euros, en recul de 80,7 % par rapport aux 373 millions d'euros du premier semestre 2005. Le taux de marge opérationnelle s'établit à 2,2 % contre 11,4 % sur la même période de 2005. Cette baisse reflète une progression du résultat des activités hors impact de la provision enregistrée sur le contrat OL3, et l'impact significatif de la provision sur le contrat OL3.
- Le résultat opérationnel du Pôle **Transmission & Distribution** ressort à 72 millions d'euros, contre - 19 millions d'euros au premier semestre 2005. Ces chiffres confirment l'accélération du redressement du Pôle **Transmission & Distribution**, grâce au plan d'optimisation mis en place après l'acquisition du Pôle par le groupe début 2004 et au dynamisme de la demande.
- Le résultat opérationnel du Corporate est stable à - 29 millions d'euros, soit - 0,6 % du chiffre d'affaires du groupe.

2.4.7. Résultat financier

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005R (*)	S1 2005
Obligations de fin de cycle	(1)	11	11
Résultat financier sur portefeuille dédié	58	62	62
Désactualisation de la provision	(59)	(51)	(51)
Part non liée aux obligations de fin de cycle			
Produits (coûts) sur trésorerie nette	(4)	9	5
Résultat sur cession de titres	5	32	32
Désactualisation provision retraites	(29)	(29)	(30)
Dividendes reçus	57	21	21
Résultat de changes	6	(7)	(7)
Autres produits et charges	(2)	(17)	(17)
Résultat financier	32	20	15

* Retraité de FCI, cédée le 3 novembre 2005.

Le résultat financier ressort à 32 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 10 millions d'euros sur la même période en 2005R.

Le résultat financier lié aux obligations est proche de zéro. Par principe, le groupe cherche à dégager un résultat financier sur le portefeuille dédié proche ou égal au montant de la désactualisation de provision relative aux obligations de fin de cycle.

La part de résultat non liée aux obligations de fin de cycle est en progression, en raison essentiellement de la hausse des dividendes reçus.

2.4.8. Impôts sur les bénéficiaires

La charge d'impôts du premier semestre 2006 est de 36 millions d'euros, en baisse de 65 % par rapport aux 103 millions d'euros du premier semestre 2005R. Cette charge d'impôts correspond à un taux effectif de 24,2 %, significativement inférieure aux 29,8 % du premier semestre 2005R, qui avait été marqué par des éléments dégradant le résultat et non déductibles fiscalement.

2.4.9. Quote-part dans les résultats des sociétés associées

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005	2005
ST Microelectronics	48	9	38
groupe Eramet	52	73	104
Autres	5	4	11
Total	104	86	153

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence progresse de façon significative à 104 millions d'euros au premier semestre 2006, contre 86 millions d'euros au premier semestre 2005. Cette progression reflète principalement :

- la progression des résultats de STMicroelectronics et la prise en compte par le groupe, au premier semestre 2006, de l'effet définitif du passage aux normes IFRS réalisé en 2005 par STMicroelectronics, qui s'établit à + 15 millions d'euros ;
- la baisse du résultat d'Eramet, qui avait été particulièrement élevé en 2005.

Pour rappel, les données chiffrées du groupe concernant ses quotes-parts dans les résultats de STMicroelectronics et d'Eramet peuvent différer du montant résultant du calcul de ces quotes-parts sur la base des résultats publiés par ces sociétés. Les montants publiés par AREVA sont en effet fondés (i) concernant STMicroelectronics, sur des chiffres en dollars américains convertis en euros et retraités par le groupe et (ii) concernant Eramet, sur des résultats provisoires. Les différences entre les comptes provisoires et les comptes publiés d'Eramet sont intégrées dans les comptes AREVA de la période suivante.

2.4. Compte de résultat

2.4.10. Part des minoritaires

La part de résultat revenant aux minoritaires passe de 52 millions d'euros au premier semestre 2005 à - 29 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette évolution reflète l'effet du contrat OL3 sur le résultat d'AREVA NP (ex-Framatome ANP) dont Siemens détient 34 % du capital.

La part des minoritaires se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005	2005
AREVA NP (ex-Framatome ANP)	(60)	36	47
AREVA NC (ex-COGEMA)	21	12	36
AREVA T&D et autres	10	4	12
Total	(29)	52	95

2.4.11. Résultat net

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus, le résultat net part du groupe du premier semestre 2006 s'établit à 245 millions d'euros, en recul de 18,6 % par rapport aux 301 millions d'euros du premier semestre 2005.

Le bénéfice net par action s'élève ainsi à 6,92 euros au premier semestre 2006, contre 8,48 euros au premier semestre 2005.

2.5. REVUE DES PÔLES D'ACTIVITÉ

2.5.1. Pôle Amont

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005	Variation 2006/2005
Chiffre d'affaires	1 381	1 250	+ 10,5 % (+ 12,9 % à p.c.c.)
Résultat opérationnel	221	207	+ 6,8 %
En % du CA	16,0 %	16,6 %	- 0,6 point
Cash-flow opérationnel libre	229	140	+ 63,6 %

Performance du premier semestre 2006

Au premier semestre 2006, le chiffre d'affaires du Pôle **Amont** s'établit à 1 381 millions d'euros, en croissance organique de 12,9 % (+ 10,5 % en données publiées) par rapport aux 1 250 millions d'euros du premier semestre 2005.

- Avec plus de 6 800 tonnes d'uranium vendues au premier semestre 2006, contre environ 5 500 tonnes au premier semestre 2005, qui avait représenté moins de la moitié des volumes de l'année, la Business Unit *Mines* bénéficie d'un effet volume significatif. Le prix de vente moyen des concentrés s'inscrit également à la hausse grâce à l'effet progressif d'indexation des prix de contrat sur le prix de marché de l'uranium. Globalement, le chiffre d'affaires de l'activité *Mines* progresse de 39,8 % en données comparables, soit un rythme supérieur à celui attendu pour l'ensemble de l'année.
- Portées par un effet prix positif, et après un premier trimestre particulièrement soutenu, les ventes de services d'*Enrichissement* affichent une progression de 15,4 % en données comparables. Les volumes livrés affichent une baisse en France et aux États-Unis, partiellement compensée par les ventes en Europe et une progression significative en Asie, où le groupe devient le fournisseur de référence de plusieurs électriciens.
- Les ventes de la Business Unit *Combustible* progressent de 4,1 % en données comparables. Les volumes de combustible à l' UO_2 sont en progression de 3 % par rapport à ceux du premier semestre 2005, grâce à l'activité particulièrement soutenue relevée aux États-Unis sur le premier trimestre.

2.5. Revue des pôles d'activité

Le résultat opérationnel s'élève à 221 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 207 millions d'euros sur la même période de 2005, soit une progression de 6,8 %. Cette progression est marquée par :

- une évolution favorable des prix de l'uranium, associé à l'effet volume décrit plus haut ;
- une hausse du coût de production dans les activités minières ;
- un effet mix défavorable dans le *Combustible*.

Le cash-flow opérationnel libre de l'**Amont** ressort en nette progression (+ 63,6 %) à 229 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 140 millions d'euros au premier semestre 2005, et ce malgré la forte hausse des investissements nets, qui passent de 94 millions d'euros au premier semestre 2005 à 175 millions d'euros au premier semestre 2006.

Les effets prix et volumes permettent en effet d'enregistrer une progression de l'EBE, à 286 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 244 millions d'euros au premier semestre 2005. Enfin, la baisse des stocks d'uranium notamment, compte tenu du niveau élevé des livraisons au premier semestre, a pour effet une réduction du BFR de 119 millions d'euros.

Faits marquants

Le premier semestre a été marqué par une activité commerciale intense, notamment dans le domaine de la *Mine* et de l'*Enrichissement*.

- L'environnement de marché reste favorable, en particulier dans l'uranium. Les prix long terme de contrat de fourniture d'uranium ont dépassé les 50 \$ / lb U308 en septembre. La Business Unit *Mines* devrait donc bénéficier, à terme, d'un renforcement de l'effet prix dans son chiffre d'affaires et son résultat.
- Dans la fourniture de services d'Enrichissement, le premier semestre a vu les prises de commandes multipliées par trois par rapport au niveau du premier semestre 2005, pour représenter plus d'un an de chiffre d'affaires.
- D'importants contrats ont été signés par la Business Unit *Combustible*, notamment pour la fourniture de combustible à l'uranium de retraitement en Allemagne pour la période 2007-2011.

Sur le plan industriel, les programmes d'exploration minière ont poursuivi leur montée en puissance, avec un quasi-doublement des dépenses d'exploration. Les travaux se sont notamment intensifiés autour des sites existants, les campagnes de prospection se sont accélérées au Canada et en Finlande et de nouvelles campagnes ont été lancées en Australie et en Mongolie.

Dans le domaine de l'enrichissement, certains travaux de terrassement et de génie civil notamment ont été lancés dans le cadre de la construction de l'usine George Besse II, en amont de la signature finale de l'accord relatif à la création d'ETC, finalement intervenue le 3 juillet 2006.

2.5.2. Pôle Réacteurs et Services

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005	Variation 2006/2005
Chiffre d'affaires	1 102	1 039	+ 6,0 % (+ 2,7 % à p.c.c.)
Résultat opérationnel	(266)	32	n.a.
En % du CA	- 24,1 %	3,1 %	- 21 points
Cash-flow opérationnel libre	(190)	163*	n.a.

* Donnée retraitée. 181 millions d'euros publié au premier semestre 2005. Le groupe intègre dorénavant au calcul du CFO les cessions-acquisitions de titres d'entités opérationnelles. Les données 2005 ont été retraitées pour être comparables.

Performance du premier semestre 2006

Les ventes du Pôle **Réacteurs et Services** s'élèvent à 1 102 millions d'euros au premier semestre 2006, en croissance organique de 2,7 % (+ 6,0 % en données publiées) par rapport au premier semestre 2005.

- Le chiffre d'affaires dégagé sur le projet chinois Ling Ao – phase II, relatif à la fourniture des boucles primaires pour les deux réacteurs de génération 2 en cours de duplication, et sur les pré-études d'ingénierie de l'EPR "Flamanville 3" pour le compte d'EDF en France permet à la Business Unit *Réacteurs* d'afficher une croissance organique de 14,8 % par rapport au premier semestre 2005. Le chiffre d'affaires dégagé au premier semestre 2006 sur le projet Olkiluoto 3 (Finlande) est comparable à celui dégagé au premier semestre 2005. Le groupe rappelle que l'avancement de ce projet a fait l'objet d'un communiqué spécifique publié le 12 juillet 2006.

2.5. Revue des pôles d'activité

- Le chiffre d'affaires ressort en légère baisse dans les *Équipements* (- 2,7 % en données comparables), une part importante de la production contribuant dorénavant aux projets de la Business Unit *Réacteurs*.
- Les ventes de *Services Nucléaires* sont en recul de 12,5 % à données comparables. Le premier semestre est marqué, sur chacune des zones géographiques, par un faible niveau d'activité dans les arrêts de tranche, et par une baisse de parts de marché dans le domaine des inspections de générateur de vapeur sur le parc d'EDF. La Business Unit avait par ailleurs bénéficié d'un important chantier de remplacement de générateurs de vapeur au premier semestre 2005.
- Ce recul dans les *Services Nucléaires* est compensé par la bonne performance réalisée dans les *Mesures Nucléaires* (+ 19,0 % en données comparables) et les activités de *Conseil et Systèmes d'Information* (+ 13,6 % en données comparables).

Le Pôle **Réacteurs et Services** dégage au premier semestre 2006 un résultat opérationnel négatif, à - 266 millions d'euros, contre un résultat opérationnel de + 32 millions d'euros au premier semestre 2005. Cette évolution résulte de la prise en compte dans les comptes du premier semestre 2006 des provisions constituées dans le cadre du contrat OL3 (Finlande).

L'EPR d'Olkiluoto 3 (OL3) est le premier réacteur de troisième génération en construction dans le monde. Il est également le premier réacteur pour lequel deux autorités de sûreté (française et allemande) ont été associées à la conception. Ce contrat clés en main, signé avec le client TVO (Finlande) et réalisé en consortium avec Siemens, se caractérise par des conditions de prix et de délai tendues. Il connaît actuellement des difficultés et des retards inhérents en particulier à son caractère "tête de série" et au processus spécifique à la Finlande d'approbation des documents techniques par le client et de validation du design détaillé par l'Autorité de Sûreté finlandaise, qui interviennent au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Le niveau significatif de la provision enregistrée par le groupe au premier semestre 2006 correspond d'une part aux surcoûts identifiés et d'autre part à l'appréciation des risques, couvrant en particulier l'incertitude pesant aujourd'hui sur les conditions de réalisation du projet. La fluidité du circuit d'émission et d'approbation des documents est un facteur clé pour le rythme d'avancement du projet. AREVA poursuit avec le client des discussions permettant de remédier aux difficultés actuelles. Pour ce qui le concerne, le groupe a mis en place un nouveau management des équipes en charge du projet, a placé sous l'autorité directe du Directeur Général Délégué la coordination des moyens dédiés au sein du groupe, et a renforcé son assistance aux fournisseurs de façon à les mettre plus rapidement au niveau des exigences de qualité du nucléaire. Ce projet continuera de faire régulièrement l'objet d'un rapport détaillé devant le Comité d'audit du Conseil de Surveillance.

La réalisation de l'EPR tête de série d'OL3 procure au groupe une expérience unique sur le marché mondial des réacteurs de Génération III.

Le cash-flow opérationnel libre du Pôle **Réacteurs et Services** est négatif au premier semestre 2006, à - 190 millions d'euros, contre + 163 millions d'euros au premier semestre 2005.

- L'EBE s'inscrit en recul, en lien avec l'évolution du projet OL3, et les investissements nets sont en légère hausse.
- L'élément notable de ce premier semestre est la variation de BFR, qui correspond à un emploi de trésorerie de 101 millions d'euros essentiellement lié à la consommation d'avances reçues dans le cadre des projets de réacteurs. La variation de BFR du premier semestre 2005, qui avait été marquée par une contribution favorable des avances reçues dans le cadre de ces projets, avait dégagé une ressource de 207 millions d'euros.

Faits marquants

Sur le marché des nouveaux réacteurs, le premier semestre 2006 est marqué par les options prises par certains clients du groupe, soit pour anticiper l'approvisionnement des matières nécessaires à la réalisation des composants lourds de nouveaux réacteurs (EPR Flamanville notamment), soit pour réserver des capacités de production (US-EPR pour Constellation).

Dans le domaine des équipements, et en particulier le marché du remplacement de composants lourds, le Pôle **Réacteurs et Services** a signé un nouveau contrat pour la fourniture de 2 générateurs de vapeur de remplacement pour l'unité 2 de la centrale de Prairie Island (NMC).

L'activité commerciale est également importante dans la Business Unit *Mesures Nucléaires*, qui bénéficie des marchés de "US homeland defense" et "US homeland security".

Sur le plan industriel, l'extension de capacité de l'usine de fabrication de composants lourds de Saint-Marcel (France) a été finalisée. Une alliance a par ailleurs été mise en place avec BWXT, visant à permettre à terme l'assemblage de composants lourds de centrales aux États-Unis.

2.5.3. Pôle Aval

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005	Variation 2006/2005
Chiffre d'affaires	851	991	- 14,1 % (- 14,4 % à p.c.c.)
Résultat opérationnel	117	134	- 12,7 %
En % du CA	13,8 %	13,6 %	+ 0,2 point
Cash-flow opérationnel libre	18	350	- 94,9 %

Performance du premier semestre 2006

Le chiffre d'affaires du Pôle **Aval** ressort à 851 millions d'euros au premier semestre 2006, en retrait de 14,4 % en données comparables par rapport aux 991 millions d'euros du premier semestre 2005.

- Le chiffre d'affaires dégagé dans les activités de *Traitement-Recyclage*, qui représentent plus des trois-quarts des ventes du pôle, est en recul de 16,0 % en données comparables par rapport au premier semestre 2005. Le second trimestre 2006 a été marqué par une interruption de production d'un mois au sein d'un atelier de l'usine de La Hague. Cette baisse d'activité est partiellement compensée par la progression des productions dans le domaine de la vitrification et du conditionnement des déchets.
- La *Logistique* affiche un léger recul de 1,4 % en données comparables par rapport au premier semestre 2005, qui avait bénéficié de la réalisation de transports dans le cadre du projet Eurofab, et de la fin des transports de combustibles usés en provenance d'Allemagne. Le recul des ventes est limité par une progression des ventes d'équipements de transport et d'entreposage.

Le résultat opérationnel du Pôle **Aval** s'élève à 117 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 134 millions d'euros au premier semestre 2005. Cette évolution est en ligne avec le recul du chiffre d'affaires, le taux de marge restant stable à près de 14 %. La perte de résultat opérationnel devrait être compensée sur le second semestre 2006.

Le cash-flow opérationnel libre ressort à 18 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 350 millions d'euros au premier semestre 2005, qui avait atteint un niveau exceptionnellement élevé.

- Le recul du chiffre d'affaires produit un effet négatif mécanique sur l'EBE.
- Les investissements opérationnels nets ressortent en légère progression, à 38 millions d'euros au premier semestre 2006 contre 24 millions d'euros au premier semestre 2005.
- Le retournement du cash-flow opérationnel résulte en grande partie de l'évolution du cycle encaissement/consommation d'avances clients dans les activités de Traitement de combustible usé, dont l'effet est important au premier semestre 2006 et entraîne une variation de BFR opérationnel de - 110 millions d'euros contre + 115 millions d'euros sur la même période de 2005.

Faits marquants

Le premier semestre 2006 a été marqué, en France, par le vote de la loi sur la gestion des déchets radioactifs.

Aux États-Unis, les réflexions sur l'option de cycle fermé pour la gestion du combustible usé se sont poursuivies, et ont amené le US Department Of Energy (DOE) à lancer en août une demande d' "Expression of interest" à l'industrie, pour une usine de Traitement-Recyclage (CFTC) et un Réacteur Rapide Avancé (ABR). Le groupe a répondu à cette demande en septembre 2006, en coopération avec Washington Group International et BWXT.

Sur le plan industriel, la production de l'usine de La Hague a été perturbée au 1^{er} semestre par un dysfonctionnement ayant nécessité une opération de maintenance curative de près d'un mois. En revanche, le niveau de production de l'usine de production de combustible MOX de Melox est satisfaisant et s'est établi à 150 tonnes en rythme annuel.

2.5. Revue des pôles d'activité

2.5.4. Pôle Transmission & Distribution

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005	Variation 2006/2005
Chiffre d'affaires	1 701	1 473	+ 15,5 % (+ 13,8 % à p.c.c.)
Résultat opérationnel courant	101	28	+ 258,0 %
En % du CA	5,9 %	1,9 %	+ 4,0 points
Résultat opérationnel	72	(19)	n.a.
En % du CA	4,2 %	- 1,3 %	+ 5,5 points
Cash-flow opérationnel libre	(53)	17*	n.a.

* Donnée retraitée. - 73 millions d'euros publié au premier semestre 2005. Le groupe intègre dorénavant au calcul du CFO les cessions-acquisitions de titres d'entités opérationnelles. Les données 2005 ont été retraitées pour être comparables.

Performance du premier semestre 2006

Les ventes du Pôle **Transmission & Distribution** se sont élevées à 1 701 millions d'euros au premier semestre 2006, en progression de 15,5 % par rapport aux 1 473 millions d'euros du premier semestre 2005. À données comparables, la progression est de 13,8 %.

L'ensemble des Business Units contribuent à cette progression du chiffre d'affaires au premier semestre 2006 :

- les ventes de *Produits* affichent une hausse de 14,4 %⁽⁹⁾, tirées par les activités de haute tension et des transformateurs. Cette hausse intègre l'effet de l'augmentation du prix des matières premières, qui a été répercutée aux clients, en particulier dans le domaine des transformateurs ;
- progression de 10,8 %⁽⁹⁾ dans les activités de *Systèmes*, en particulier dans les pays d'Amérique latine (Mexique et Brésil) ;
- le chiffre d'affaires de la Business Unit *Automation* ressort en hausse de 4,8 %⁽⁹⁾. La progression est en particulier liée aux activités d'Automation Support & System, notamment dans les régions Afrique – Moyen-Orient et Europe ;
- les ventes de *Services* sont en progression de 19,9 %⁽⁹⁾ grâce au dynamisme des activités "trading" en Europe, "Proximity business" aux États-Unis et aux projets au Royaume-Uni.

En termes géographiques et à données comparables, les ventes progressent dans presque toutes les régions. La région Amériques affiche la croissance la plus soutenue (+ 66 % en Amérique du Sud, au Mexique et au Brésil notamment, et + 13 % en Amérique du Nord), suivie de l'Asie (+ 15 % en Chine et + 44 % en Inde) et de l'Europe (+ 13 %).

Le résultat opérationnel courant du Pôle **Transmission & Distribution** s'établit à 101 millions d'euros au premier semestre 2006, en très nette hausse par rapport aux 28 millions d'euros du premier semestre 2005, et représente un taux de marge opérationnelle (avant coûts de restructuration) sur chiffre d'affaires de 5,9 %. Cette augmentation significative dans l'ensemble des Business Units résulte du succès du plan d'optimisation 2004-2007 et de la progression des volumes.

(9) À données comparables et avant élimination des ventes inter-BUs.

2.5. Revue des pôles d'activités

On notera en particulier :

- la maîtrise de l'impact de la hausse du prix des matières premières sur la rentabilité opérationnelle par une politique de couverture et des actions de productivité matière ;
- un contrôle et une sélectivité renforcés des projets clés en main dans l'activité *Systèmes* qui commencent à porter leurs fruits.

Les charges de restructuration s'élèvent au premier semestre 2006 à 29 millions d'euros contre 47 millions d'euros sur la même période de 2005. Au 30 juin 2006, les charges de restructuration passées au titre du plan à trois ans, qui entre en phase finale, représentent un cumul de près de 290 millions d'euros.

Après prise en compte des charges de restructuration, le Pôle **Transmission & Distribution** dégage un résultat opérationnel de 72 millions d'euros contre - 19 millions d'euros au premier semestre 2005.

Le cash-flow opérationnel libre est négatif, à - 53 millions d'euros, contre 17 millions d'euros au premier semestre 2005, qui avait été marqué par d'importantes cessions de titres de sociétés consolidées, dorénavant comptabilisées dans le calcul du cash-flow opérationnel (activités de services Nouvelle-Zélande notamment). Retraité de cette modification de définition, le cash-flow opérationnel libre du Pôle **Transmission & Distribution** progresse de 20 millions d'euros :

- l'EBE bénéficie des effets combinés des volumes et du succès du plan d'optimisation : il est multiplié par quatre entre le premier semestre 2005 et le premier semestre 2006 pour s'établir à 107 millions d'euros,
- le cash-flow est impacté par une augmentation de 124 millions d'euros du BFR, notamment liée à la croissance du chiffre d'affaires,
- le pôle a augmenté ses investissements opérationnels nets, qui s'élèvent à 39 millions d'euros au premier semestre 2006.

Faits marquants

Sur le plan industriel, et dans le cadre du plan de redressement 2004-2007 :

- l'inauguration d'une nouvelle usine "AREVA Switchgear C°" a été lancée à Xiamen (Chine), pour la production de disjoncteurs "moyenne tension",
- la mise en place d'une joint-venture avec Xiamen Huadian Switchgear C° et le démarrage dans ce cadre de l'usine "AREVA Vacuum Interrupter C" également à Xiamen.

Sur le plan commercial, le niveau de commandes est resté soutenu dans les *Systèmes* grâce notamment à une forte activité en Angleterre, en Australie et en Inde.

2.5.5. Corporate et Autres

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005	Variation 2006/2005
Chiffre d'affaires	-	10	n.a.
Résultat opérationnel	(29)	(29)	n.a.
En % du CA	n.a.	n.a.	n.a.
Cash-flow opérationnel libre	(44)	(71)	n.a.

L'évolution des chiffres relatifs au *Corporate* n'appelle pas de commentaires particuliers.

2.6. FLUX DE TRÉSORERIE

2.6.1. Tableau des flux de trésorerie nette

(en millions d'euros)	S1 2006	S1 2005R
EBE	534	537
% du CA	10,6 %	11,3 %
Variation de BFR opérationnel	(243)	167
Investissements opérationnels nets	(334)	(105)
Cash-flow opérationnel libre	(40)	599
Flux liés aux obligations de fin de cycle	87	(89)
Dividendes versés	(427)	(419)
Effets cash des variations de périmètre	-	n.d.
Autres (impôts, BFR non opérationnel)	60	n.d.
Variation de trésorerie	(320)	n.d.
	30 juin 2006	31 décembre 2005
Trésorerie/(dette) nette	(588)	(268)

2.6.2. Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par Pôle

(en millions d'euros)	EBE		Variation BFR opérationnel		Investissements opérationnels nets de cessions		Cash-flow opérationnel libre avant IS	
	S1 2006	S1 2005	S1 2006	S1 2005	S1 2006	S1 2005R (*)	S1 2006	S1 2005
Nucléaire	443	535	(92)	312	(294)	(193)	57	652
Transmission & Distribution	107	24	(124)	(98)	(39)	91	(53)	17
Corporate	(17)	(22)	(27)	(48)		(2)	(44)	(71)
Total groupe	534	537	(243)	167	(334)	(105)	(40)	599

* Donnée retraitée. Le groupe intègre dorénavant au calcul du CFO les cessions-acquisitions de titres d'entités opérationnelles. Les données 2005 ont été retraitées pour être comparables.

2.6. Flux de trésorerie

L'EBE du groupe s'établit à 534 millions d'euros au premier semestre 2006, stable par rapport aux 537 millions d'euros du premier semestre 2005R, malgré la baisse dans les activités nucléaires liée aux coûts de période sur le contrat OL3. Ce maintien est rendu possible grâce au succès du redressement du Pôle **Transmission & Distribution**, qui voit son EBE multiplié par quatre par rapport au premier semestre 2005.

La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel correspond à un emploi de trésorerie de 243 millions d'euros au premier semestre 2006, contre une ressource de 167 millions d'euros au premier semestre 2005, qui avait été marqué par la réception d'importantes avances clients et constituait un niveau exceptionnellement élevé.

Les investissements opérationnels nets triplent sur la période pour s'établir à 334 millions d'euros, contre 105 millions d'euros au premier semestre 2005, en raison notamment des importantes cessions opérationnelles réalisées par le Pôle **Transmission & Distribution** début 2005.

Compte tenu de ces éléments, le cash-flow opérationnel libre dégagé par le groupe au premier semestre 2006 ressort à - 40 millions d'euros, contre 599 millions d'euros au premier semestre 2005R.

Les commentaires sur l'évolution du cash-flow opérationnel libre des différents pôles du groupe sont faits dans le paragraphe 3.5.

2.6.3. Autres flux de trésorerie

Le cash-flow lié aux opérations de fin de cycle s'élève à + 87 millions d'euros au premier semestre 2006. Par principe, le groupe vise un cash-flow relatif aux obligations de fin de cycle nul ou proche de zéro en moyenne : les dépenses de démantèlement sont couvertes par des cessions de titres du portefeuille dédié. Le cash-flow relatif aux obligations de fin de cycle était négatif à la clôture de l'exercice 2005. Le groupe a régularisé la situation au premier semestre 2006, pour un montant comparable.

Les dividendes versés au titre de l'exercice 2005 se sont élevés à 427 millions d'euros, dont 77 millions d'euros aux minoritaires des filiales.

Les autres flux de trésorerie, essentiellement constitués d'encaissements de dividendes, voient ressortir un solde de + 60 millions d'euros.

Au total, la variation de la trésorerie nette sur le premier semestre 2006 s'élève à - 320 millions d'euros.

2.7. ÉLÉMENTS BILANCIELS

Bilan consolidé résumé

ACTIF

(en millions d'euros)

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Actifs non courants	16 226	15 786
Goodwills sur entreprises intégrées	2 196	2 095
Autres immobilisations incorporelles	814	761
Immobilisations corporelles	3 557	3 542
<i>Dont : Actifs de fin de cycle (part propre)</i>	<i>157</i>	<i>163</i>
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	2 083	2 045
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	2 786	2 798
Titres des sociétés associées (mises en équivalence)	1 417	1 288
Autres actifs financiers non courants	2 449	2 365
Actifs du régime de pension	-	-
Actifs d'impôts différés	923	892
Actifs courants	8 673	9 060
Stock et en-cours	2 322	2 272
Clients et comptes rattachés	3 670	3 793
Autres créances opérationnelles	1 058	914
Impôts courants – actifs	86	172
Autres créances non opérationnelles	145	142
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 003	1 484
Autres actifs financiers courants	371	264
Actifs des activités destinées à être cédées	19	19
Total actifs	24 898	24 846

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Capitaux propres et intérêts minoritaires	6 617	6 590
Capital	1 347	1 347
Primes et réserves consolidées	3 607	2 891
Gains et pertes latents différés	1 166	992
Réserves de conversion	31	83
Résultat net de l'exercice – part du groupe	245	1 049
Intérêts minoritaires	221	228
Passifs non courants	8 308	8 179
Avantages du personnel	1 142	1 096
Provisions pour opérations de fin de cycle	4 540	4 490
Autres provisions non courantes	86	91
Dettes financières non courantes	1 648	1 637
Passif d'impôts différés	892	865
Passifs courants	9 973	10 077
Provisions courantes	1 496	1 331
Dettes financières courantes	314	379
Avances et acomptes reçus	4 484	4 671
Fournisseurs et comptes rattachés	1 927	1 939
Autres dettes opérationnelles	1 650	1 644
Impôts courants – passif	39	99
Autres dettes non opérationnelles	51	1
Passifs des activités destinées à être cédées	12	13
Total passifs et capitaux propres	24 898	24 846

Le bilan résumé compense les éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté au paragraphe 5.3.

2.7.1. Actifs immobilisés

Le poste des “Actifs non courants” n’appelle de commentaire que sur les “Titres des sociétés associées” et les “autres actifs financiers non courants”.

L’évolution des “Titres des sociétés associées” reflète principalement la prise en compte des résultats et dividendes des sociétés associées ainsi que de l’augmentation de la participation d’AREVA dans la société REpower, passée de 21,2 % à 29,9 % suite à des rachats d’actions et à la souscription par AREVA à l’augmentation de capital de cette société.

La hausse du poste “autres actifs financiers non courants”, malgré la baisse de valeur de la ligne de titres Safran détenue par le groupe, résulte essentiellement de la forte hausse par rapport au 31 décembre 2005 de la valeur de la ligne de titres Suez, qui est passée de 727 à 898 millions d’euros sur la période.

2.7.2. Actifs et provisions pour obligations de fin de cycle

L’évolution de la situation bilancielle entre le 31 décembre 2005 et le 30 juin 2006 concernant les actifs et passifs pour obligations de fin de cycle se résume au tableau suivant :

<i>(en millions d’euros)</i>	30 juin 2006	31 décembre 2005
ACTIF		
Actifs de fin de cycle	2 240	2 208
Quote-part AREVA (restant à amortir)	157	163
Quote-part des tiers	2 083	2 045
Portefeuille financier dédié AREVA	2 786	2 798
PASSIF		
Provisions pour obligations de fin de cycle	4 540	4 490
Provisions à financer par AREVA	2 457	2 444
Provisions à financer par les tiers	2 083	2 045

Le montant des actifs nets de fin de cycle s’élève à 2 240 millions d’euros au 30 juin 2006, stable par rapport aux 2 208 millions d’euros au 31 décembre 2005.

Le bilan permet de rapprocher en lecture directe les provisions liées aux obligations de fin de cycle au 30 juin 2006 (4 540 millions d’euros, dont 2 083 sont à financer par les tiers et 2 457 millions d’euros sont à financer par AREVA), d’une part, et les actifs relatifs à ces provisions d’autre part : “Actifs de fin de cycle part des tiers” (2 083 millions d’euros) et le “Portefeuille financier de couverture des obligations de fin de cycle” évalué à sa valeur de marché (2 786 millions d’euros).

Par construction, la quote-part des tiers à l’actif est toujours égale à la provision à financer par les tiers. En revanche, le portefeuille financier dédié à la couverture des coûts des opérations de fin de cycle à la charge du groupe varie en fonction de l’évolution de valeur des titres le composant.

Au 30 juin 2006, la valeur de marché du portefeuille dédié fait apparaître une légère sur-couverture : 2 786 millions d’euros d’actifs de couverture contre 2 457 millions d’euros de provisions actualisées à financer par AREVA.

La nature des engagements et la détermination de la provision sont présentées dans la Note 8 de l’annexe aux comptes consolidés.

2.7.3. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement du groupe est structurellement négatif, compte tenu de l’importance des avances clients principalement liées aux activités long terme du Pôle **Aval**.

Le besoin en fonds de roulement du groupe s’établissait ainsi au 31 décembre 2005 à - 1 061 millions d’euros et s’élève à - 870 millions d’euros au 30 juin 2006. Cette évolution reflète essentiellement la hausse de 243 millions d’euros du BFR opérationnel, correspondant en particulier à une consommation nette d’avances et acomptes reçus de près de 200 millions d’euros sur le premier semestre 2006.

2.7. Éléments bilanciaux

2.7.4. Trésorerie/Dette nette de fin de période

La dette nette du groupe s'établissait au 31 décembre 2005 à 268 millions d'euros. La variation de la trésorerie nette de - 320 millions d'euros au 1^{er} semestre 2006, décrite plus haut, conduit à une dette nette au 30 juin 2006 de 588 millions d'euros.

En lecture au bilan simplifié, cette dette nette correspond à la somme des "dettes financières courantes et non courantes", minorée de la "Trésorerie et équivalents de trésorerie" et des "Autres actifs financiers courants", soit : $1\,648 + 314 - 1\,003 - 371 = 588$ millions d'euros.

Cette dette intègre le put détenu par Siemens au titre de sa participation de 34 % dans AREVA NP (ex-Framatome ANP), dont la valeur à dire d'expert est inchangée et s'établit à 1 076 millions d'euros au 30 juin 2006. La position de trésorerie nette du groupe, hors put Siemens, ressort à + 488 millions d'euros au 30 juin 2006.

2.7.5. Capitaux propres

Les capitaux propres passent de 6 590 millions d'euros au 31 décembre 2005, à 6 617 millions d'euros au 30 juin 2006. Cette évolution n'appelle pas de commentaire particulier.

Le détail de la variation des capitaux propres est intégré dans les états financiers des comptes consolidés.

2.7.6. Provisions hors démantèlement

La principale évolution de ce poste réside dans les provisions courantes, qui s'établissent à 1 496 millions d'euros au 30 juin 2006, en augmentation de 165 millions d'euros par rapport aux 1 331 millions d'euros du 31 décembre 2005.

Cette évolution reflète l'enregistrement de la provision relative au contrat OL3 (TVO – Finlande), minoré de reprises de provisions pour restructuration et pour travaux restant à effectuer.

Le détail des autres provisions est fourni dans la Note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.7.7. Engagements hors bilan

(en millions d'euros)

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Engagements donnés	2 973	3 076
Engagements reçus	845	900
Engagements réciproques	1 015	907

Un tableau détaillé des engagements hors bilan est présenté dans la Note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

Le poste "Engagements réciproques" intègre un engagement de 400 millions d'euros vis-à-vis d'Urenco. Cet engagement est tombé le 3 juillet 2006, suite à l'acquisition définitive par AREVA de 50 % des parts de la société ETC (cf. § 4. Événements postérieurs à la clôture).

L'évolution des engagements hors bilan n'appelle pas d'autre commentaire majeur.

Il est cependant à noter que le groupe a également donné deux garanties non intégrées dans le tableau récapitulatif ci-dessus :

- une garantie spécifique sur la propriété des titres du Pôle FCI cédé à BAIN le 3 novembre 2005.
- une garantie maison mère au client TVO dans le cadre du contrat EPR Finlande pour le montant total de son engagement et reçu, de la part de Siemens, une garantie à hauteur de sa quote-part. L'engagement net donné par le groupe est compris entre 1,5 et 2 milliards d'euros.

3. Perspectives

Pour l'ensemble de l'année 2006, les perspectives du groupe sont :

- une croissance du chiffre d'affaires ;
- une consolidation du niveau de résultat opérationnel à un niveau proche de celui de l'année 2005 malgré l'impact significatif du contrat OL3, grâce à la progression attendue des autres activités ;
- un cash-flow opérationnel libre avant impôts significativement négatif, en raison notamment de l'augmentation programmée des investissements au second semestre et des consommations d'avances clients.

4. Événements postérieurs à la clôture

Les principaux faits marquants postérieurs à la clôture du 30 juin 2006 sont :

Sur le plan de la vie du groupe

- La nomination, le 25 septembre 2006, d'Alain-Pierre Raynaud comme Directeur Financier, membre du Comité exécutif d'AREVA. Il remplace Gérard Arbola, nommé le 29 juin dernier Directeur général délégué du groupe. Alain-Pierre Raynaud a accompli la majeure partie de son parcours professionnel au sein des groupes Renault et Nissan.

Sur le plan stratégique

- L'acquisition le 3 juillet 2006 de 50 % des parts de la société "Enrichment Technology Company" (ETC), aux côtés d'Urenco. ETC développe, conçoit et construit des équipements d'enrichissement d'uranium. Cette acquisition permet à AREVA de sécuriser son accès aux équipements de centrifugation nécessaires à la construction de sa nouvelle usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse II.

ETC a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 232 millions d'euros et emploie de l'ordre de 1 000 personnes.

- L'acquisition, le 8 septembre 2006, de 100 % du capital de Sfarsteel. Sfarsteel se positionne comme l'un des tous premiers acteurs mondiaux dans le domaine de la forge, l'usinage, la mécanique et la chaudronnerie de pièces de grandes dimensions pour l'industrie nucléaire notamment. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 69 millions d'euros en 2005, pour un effectif d'environ 400 personnes. Dans un contexte de renaissance globale de l'industrie nucléaire, cette acquisition permet à AREVA de consolider ses capacités d'approvisionnement en composants lourds, notamment en pièces forgées.
- La signature d'un accord entre AREVA NP Inc. et BWX Technologies, Inc. (BWXT), filiale de McDermott International, Inc. Cet accord relancera la fabrication aux États-Unis d'équipements pour les centrales nucléaires américaines et soutiendra l'essor d'UniStar Nuclear (joint-venture entre Constellation Energy et AREVA) en Amérique du Nord. Cette alliance entre deux leaders de l'industrie nucléaire est un maillon essentiel dans la chaîne d'approvisionnement d'UniStar. Elle porte sur la fabrication des équipements du futur parc d'US-EPR, ainsi que des équipements de remplacement des centrales actuelles.
- L'acquisition le 1^{er} août 2006 des activités de transformateurs de mesure haute tension du groupe allemand Ritz. Ritz Haute Tension est l'un des leaders mondiaux des transformateurs de mesure avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 millions d'euros et un effectif de près de 500 personnes. La complémentarité du portefeuille produit et de la couverture géographique avec les activités transformateurs de mesure d'AREVA T&D, notamment dans des pays stratégiques tels que la Chine et les États-Unis, fera d'AREVA le leader mondial sur ce métier.

Sur le plan des activités

- La remise conjointe par AREVA (leader), Washington Group International et BWXT, le 8 septembre 2006, au Département américain de l'Énergie (DOE) d'une "déclaration d'intérêt" pour le développement d'un centre intégré de traitement-recyclage des combustibles usés (Consolidated Fuel Treatment Center) et d'un réacteur de conception avancée (Advanced Burner Reactor).

Cette "déclaration d'intérêt" répond à l'initiative lancée en janvier 2006 par le Département américain de l'Énergie en vue d'un "Partenariat global pour énergie nucléaire" (GNEP). Ce partenariat vise à instaurer un système de services industriels et de garanties de fourniture pour une expansion pleinement maîtrisée de l'énergie nucléaire à travers le monde, dans le respect des exigences de non-prolifération. GNEP prévoit notamment le recours au recyclage des combustibles usés, pour valoriser leur contenu énergétique et minimiser les déchets ultimes. Dans ce cadre, le DOE a demandé aux acteurs de l'industrie nucléaire de se prononcer sur la faisabilité d'un centre intégré de traitement-recyclage des combustibles usés et d'un réacteur de conception avancée.

Par sa déclaration d'intérêt, l'équipe AREVA-WGI-BWXT entend démontrer au DOE qu'elle possède la technologie et l'expérience nécessaires pour accélérer en toute sécurité la mise en œuvre du programme GNEP. Le centre conçu par AREVA sera en mesure de traiter et recycler le combustible usé dans les mêmes installations. Le réacteur de conception avancée "Advanced Burner Reactor" utilisera le combustible recyclé pour produire de l'électricité tout en consommant des actinides mineurs.

- La signature avec Constellation Energy, par le biais de la structure commune Unistar, d'un accord pour la fourniture des composants à long délais de fabrication, nécessaires à la construction de la première tranche d'un parc d'US-EPR.

Parmi l'ensemble des entreprises américaines cherchant à se positionner sur le marché de la construction de nouvelles centrales nucléaires, Unistar est à ce jour la seule à avoir effectué cette démarche de passation de commande de composants. L'accord porte sur la fourniture de 44 pièces forgées destinées au premier US-EPR qu'AREVA entend construire aux États-Unis. Produits à l'extérieur des États-Unis, ces composants de la cuve et des générateurs de vapeur seront ensuite assemblés par BWX Technologies (BWXT) à Mount Vernon (Indiana) ou par l'usine AREVA de Chalon Saint-Marcel.

- La signature d'un contrat avec l'électricien américain Pacific Gas & Electric Company - PG&E - pour le remplacement des couvercles de cuve des réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de Diablo Canyon.

Ce contrat comprend la fabrication, la livraison et l'installation des couvercles de cuve, des mécanismes de commande de grappes, et des équipements intégrés des couvercles pour les deux tranches de ce site situé à Avila Beach, en Californie. Les opérations de remplacement sont prévues à l'automne 2009 pour la tranche 2 et à l'automne 2010 pour la tranche 1.

- La période d'essai du Konti Skan (HVDC) – lien sous-marin entre le Danemark et la Suède – s'est terminée avec succès et a permis le transfert de propriété au client.

5. Comptes consolidés

5.1. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2006 – PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2006 AU 30 JUIN 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AREVA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- les modalités d'évaluation des actifs et des passifs de fin de cycle décrites en Note 8 de l'annexe. Cette évaluation, qui résulte des meilleures estimations de la Direction, est sensible aux hypothèses retenues en termes de devis, d'échéanciers de décaissements, de taux d'actualisation ainsi qu'à l'issue des négociations en cours avec EDF ;
- la Note 12 aux états financiers relative aux provisions, qui indique que la provision dotée par le groupe au premier semestre 2006 dans le cadre du contrat OL3 correspond d'une part aux surcoûts identifiés et d'autre part à l'appréciation des risques couvrant en particulier les incertitudes pesant sur les conditions de réalisation du projet, au regard des difficultés et des retards constatés à ce jour.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 septembre 2006

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Mazars & Guérard

Salustro Reydel
Membre de KPMG International

Pascal Colin

Jean-Paul Picard

Thierry Blanchetier

Denis Marangé






5.2. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes en annexe	1 ^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2005 retraité*	Exercice 2005
Chiffre d'affaires		5 036	4 764	10 125
Autres produits de l'activité		7	2	7
Coût des produits et services vendus		(4 088)	(3 614)	(7 852)
Marge brute		955	1 152	2 280
Frais de recherche et développement		(161)	(153)	(328)
Frais commerciaux		(244)	(237)	(478)
Frais généraux et administratifs		(375)	(355)	(724)
Autres charges et produits opérationnels		(8)	(16)	(4)
Résultat opérationnel courant		167	390	746
Perte de valeur des goodwill	3			
Coût des restructurations et des plans de cessation anticipée d'activité	3	(43)	(65)	(138)
Autres charges et produits non courants	3	(10)	1	(56)
Résultat opérationnel		115	326	551
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		31	20	59
Coût de l'endettement financier brut		(35)	(11)	(42)
Coût de l'endettement financier net		(4)	9	17
Autres charges et produits financiers		36	11	(30)
Résultat financier	5	32	20	(13)
Impôts sur les résultats	6	(36)	(103)	(146)
Résultat net d'ensemble des entreprises intégrées		110	244	393
Quote-part dans les résultats des sociétés associées mises en équivalence	10	104	86	153
Résultat net d'impôt des activités poursuivies		214	330	546
Résultat net d'impôt des activités cédées		2	22	598
Résultat net de la période		216	352	1 144
Moins : Intérêts minoritaires		29	(52)	(95)
Résultat net part du groupe		245	301	1 049
Nombre moyen d'actions		35 442 701	35 442 701	35 442 701
Résultat net des activités poursuivies part du groupe par action		6,88	7,84	12,72
Résultat net part du groupe par action		6,92	8,48	29,60
Résultat net part du groupe par action dilué ⁽¹⁾		6,92	8,48	29,60

(1) AREVA n'a pas mis en place d'instruments dilutifs sur son capital.

* Cf. Note 4 "Résultat net d'impôt des activités cédées".

5.3. BILAN CONSOLIDÉ

Actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes en annexe	30 juin 2006	31 décembre 2005
Actifs non courants		16 226	15 786
Goodwills sur entreprises intégrées	7	2 196	2 095
Autres immobilisations incorporelles		814	761
Immobilisations corporelles		3 557	3 542
<i>Dont : Actifs de fin de cycle (part propre)</i>	<i>8</i>	<i>157</i>	<i>163</i>
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	8	2 083	2 045
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	8	2 786	2 798
Titres des sociétés associées (mises en équivalence)	9	1 417	1 288
Autres actifs financiers non courants	10	2 449	2 365
Actifs du régime de pension		-	-
Actifs d'impôts différés		923	892
Actifs courants		8 673	9 060
Stocks et en-cours		2 322	2 272
Clients et comptes rattachés		3 670	3 793
Autres créances opérationnelles		1 058	914
Impôts courants – actif		86	172
Autres créances non opérationnelles		145	142
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 003	1 484
Autres actifs financiers courants		371	264
Actifs des activités destinées à être cédées		19	19
Total actifs		24 898	24 846

Passifs et capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes en annexe	30 juin 2006	31 décembre 2005
Capitaux propres et intérêts minoritaires		6 617	6 590
Capital		1 347	1 347
Primes et réserves consolidées		3 607	2 891
Gains et pertes latents différés		1 166	992
Réserves de conversion		31	83
Résultat net de l'exercice – part du groupe		245	1 049
Intérêts minoritaires		221	228
Passifs non courants		8 308	8 179
Avantages du personnel		1 142	1 096
Provisions pour opérations de fin de cycle	8	4 540	4 490
Autres provisions non courantes	12	86	91
Dettes financières non courantes	13	1 648	1 637
Passifs d'impôts différés		892	865
Passifs courants		9 973	10 077
Provisions courantes	12	1 496	1 331
Dettes financières courantes	13	314	379
Avances et acomptes reçus		4 484	4 671
Fournisseurs et comptes rattachés		1 927	1 939
Autres dettes opérationnelles		1 650	1 644
Impôts courants - passif		39	99
Autres dettes non opérationnelles		51	1
Passifs des activités destinées à être cédées		12	13
Total passifs et capitaux propres		24 898	24 846

5.4. Tableau de flux de trésorerie consolidé

5.4. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2005 retraité*	Exercice 2005
Résultat net – Part du groupe	245	301	1 049
Intérêts minoritaires	(29)	52	95
Résultat net de l'ensemble	216	352	1 144
Moins : résultat des activités cédées	(2)	(22)	(598)
Résultat net des activités poursuivies	214	330	546
Perte (profit) des sociétés associées (mises en équivalence)	(104)	(86)	(153)
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	221	231	507
Perte de valeur des goodwill	-	-	-
Dotation nette aux provisions	159	(41)	109
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	89	79	169
Charge d'impôts (courants et différés)	36	102	146
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	(5)	(2)	(13)
Perte (profit) sur cession d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(44)	(50)	(123)
Autres éléments sans effet de trésorerie	(3)	52	(14)
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	564	616	1 173
Intérêts nets reçus (versés)	3	(1)	2
Impôts versés	(29)	(73)	(119)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	538	541	1 056
Variation du besoin en fonds de roulement	(214)	(39)	(286)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	324	503	770
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(332)	(204)	(535)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(1 167)	(59)	(727)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4	28	66
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	1 211	323	429
Dividendes reçus des sociétés associées (mises en équivalence)	27	28	29
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(256)	116	(739)
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	-	-	9
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(350)	(340)	(340)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(77)	(79)	(81)
Augmentation (diminution) des dettes financières	(16)	(8)	19
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(444)	(427)	(392)
Diminution (augmentation) des titres détenus aux fins de transaction à plus de trois mois	(85)	(4)	(9)
Impact des variations de taux de change	4	(8)	(7)
Flux net de trésorerie généré par les activités cédées		(20)	853
Variation de la trésorerie nette	(457)	159	475
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	1 419	945	945
Trésorerie à la clôture	1 003	1 262	1 484
Moins : concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	(41)	(158)	(65)
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	962	1 104	1 419

* Le TFT du 1^{er} semestre 2005 est retraité des flux afférents à FCI cédée au cours du second semestre 2005.

La "Trésorerie nette" prise en compte pour l'établissement du Tableau des Flux de Trésorerie se compose :

- De la "Trésorerie et équivalents de trésorerie", (cf. Note 11) qui inclut :
 - les disponibilités et comptes courants financiers, et
 - les titres détenus aux fins de transaction sans risque à moins de trois mois à l'origine et les SICAV monétaires ;
- sous déduction des concours bancaires et des comptes courants financiers créditeurs, compris dans les dettes financières courantes (cf. Note 13).

5.5. Variation des capitaux propres consolidés

5.5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombres d'actions et de certificats d'investisse- ment	Capital	Primes et réserves consolidées	Réserves de conversion	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
1^{er} janvier 2005 (avec IAS 32 et 39)	35 442 701	1 347	3 231	(70)	420	4 928	369	5 297
Résultat du 1 ^{er} semestre 2005	-	-	301			301	52	352
Variation des gains et pertes latents différés nets d'impôt :								
- instruments de couverture de flux de trésorerie					(6)	(6)	(4)	(10)
- variation de valeur des titres disponibles à la vente					281	281	8	289
Total des produits et des charges comptabilisés			301		275	576	56	632
Dividendes distribués*	-	-	(340)			(340)	(79)	(419)
Variation de périmètre	-	-					(1)	(1)
Changements de méthode comptable et autres mouvements	-	-				-	-	-
Écarts de conversion	-	-		140		140	15	155
30 juin 2005	35 442 701	1 347	3 192	70	695	5 304	361	5 665
1^{er} janvier 2006	35 442 701	1 347	3 940	83	992	6 362	228	6 590
Résultat du 1 ^{er} semestre 2006			245			245	(29)	216
Variation des gains et pertes latents différés nets d'impôt :								
- instruments de couverture de flux de trésorerie					27	27	4	31
- variation de valeur des titres disponibles à la vente					147	147	2	149
Total des produits et des charges comptabilisés			245		174	419	(23)	396
Dividendes distribués*			(350)			(350)	(77)	(427)
Variation de périmètre								
Changements de méthode comptable et autres mouvements			17			17	102	119
Écarts de conversion				(52)		(52)	(9)	(61)
30 juin 2006	35 442 701	1 347	3 852	31	1 166	6 396	221	6 617
* Dividende distribué par action <i>(en euros)</i> :								
- en 2005 au titre de 2004			9,59					
- en 2006 au titre de 2005			9,87					

5.6. INFORMATION SECTORIELLE

Par pôle d'activité

1^{er} semestre 2006

<i>(en millions d'euros sauf effectifs)</i>	Montant	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Holding et autres activités et éliminations	Total groupe
Chiffre d'affaires brut	1 403	1 154	1 019	1 702	(241)	5 036
Ventes inter-pôles	(22)	(52)	(167)	(1)	242	
Chiffre d'affaires contributif	1 381	1 102	851	1 701	1	5 036
Résultat opérationnel courant	221	(252)	122	101	(25)	167
% du CA brut	15,8 %	- 21,8 %	12,0 %	5,9 %		3,3 %
Résultat opérationnel	221	(266)	117	72	(29)	115
% du CA brut	15,7 %	- 23,1 %	11,5 %	4,2 %	n.a.	2,3 %

1^{er} semestre 2005

<i>(en millions d'euros sauf effectifs)</i>	Montant	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Holding et autres activités et éliminations	Total groupe
Chiffre d'affaires brut	1 294	1 092	1 110	1 473	(206)	4 764
Ventes inter-pôles	(44)	(53)	(119)	(0)	216	
Chiffre d'affaires contributif	1 250	1 039	991	1 473	10	4 764
Résultat opérationnel courant	214	33	144	28	(28)	391
% du CA brut	16,5 %	3,0 %	12,9 %	1,9 %	n.a.	8,2 %
Résultat opérationnel	207	32	134	(19)	(29)	326
% du CA brut	16,0 %	2,9 %	12,1 %	- 1,3 %	n.a.	6,9 %

Exercice 2005

<i>(en millions d'euros sauf effectifs)</i>	Montant	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Holding et autres activités et éliminations	Total groupe
Chiffre d'affaires brut	2 712	2 469	2 147	3 212	(414)	10 125
Ventes inter-pôles	(81)	(121)	(226)		428	
Chiffre d'affaires contributif	2 631	2 348	1 921	3 212	14	10 125
Résultat opérationnel courant	385	97	222	102	(60)	746
% du CA brut	14,2 %	3,9 %	10,3 %	3,2 %	n.a.	7,4 %
Résultat opérationnel	374	87	208	(61)	(57)	551
% du CA brut	13,8 %	3,5 %	9,7 %	(1,9) %	n.a.	5,4 %

Chiffre d'affaires par destination

1^{er} semestre 2006

(en millions d'euros)	Mont	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Corporate	Total groupe
France	630	409	590	147	1	1 777
Europe (hors France)	356	322	151	593	0	1 422
Amérique	234	264	36	293	0	827
Asie Pacifique	145	93	73	372	0	683
Afrique et Moyen-Orient	17	14	0	296	0	327
Total	1 382	1 102	850	1 701	1	5 036

1^{er} semestre 2005

(en millions d'euros)	Mont	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Corporate	Total groupe
France	565	400	554	137	6	1 662
Europe (hors France)	298	302	287	550	0	1 437
Amérique	271	291	58	190	5	815
Asie Pacifique	89	35	92	286	0	502
Afrique et Moyen-Orient	27	11	0	310	0	348
Total	1 250	1 039	991	1 473	11	4 764

Exercice 2005

(en millions d'euros)	Mont	Réacteurs et Services	Aval	Transmission & Distribution	Corporate	Total groupe
France	1 116	873	1 104	270	8	3 371
Europe (hors France)	604	702	511	1 204	1	3 022
Amérique	631	626	118	485	4	1 864
Asie Pacifique	229	115	187	656	1	1 188
Afrique et Moyen-Orient	51	32	0	597	0	680
Total	2 631	2 348	1 920	3 212	14	10 125

5.7. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2006

Tous les montants sont présentés en millions d'euros, sauf indication contraire. Certains totaux peuvent contenir des écarts d'arrondis.

Note 1 - Note sur les principes comptables

1.1. Préparation des états financiers

Les comptes consolidés au 30 juin 2006 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2005.

Les faits significatifs de la période sont décrits dans le rapport d'activité semestriel.

1.2. Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2006 sont identiques à ceux décrits dans la Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2005, à l'exception des points suivants :

AREVA applique la méthodologie prescrite par la norme IAS 34 pour déterminer la charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel, ainsi que la charge d'impôt de la période intermédiaire.

- La charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est calculée à partir du taux d'actualisation déterminé à la fin de l'exercice précédent, ajusté pour tenir compte des fluctuations importantes du marché depuis cette date ainsi que des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants. En application de cette méthode, AREVA a calculé la charge du 1^{er} semestre 2006 en utilisant le taux d'actualisation déterminé au 31 décembre 2005. L'utilisation d'un taux d'actualisation révisé au 30 juin 2006 n'aurait pas d'impact significatif sur les passifs sociaux et sur le résultat de la période.
- La charge d'impôt de la période intermédiaire est calculée sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour l'ensemble de l'exercice. Il est cependant tenu compte dans le calcul des revenus soumis à des taux d'impôt spécifiques, tels que les résultats de cessions de titres soumis au régime des plus-values à long terme et les revenus de certaines filiales bénéficiant de régimes fiscaux particuliers.

L'application de plusieurs nouvelles normes IFRS et d'amendements à des normes existantes devenus obligatoires pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2006 n'a pas eu d'incidences significatives sur les comptes consolidés d'AREVA au 30 juin 2006.

En particulier, concernant les engagements de retraite et autres avantages du personnel, AREVA n'a pas retenu l'option désormais autorisée par la norme IAS 19 consistant à comptabiliser directement les écarts actuariels en capitaux propres à chaque arrêté comptable. AREVA maintient la méthode dite du "corridor" pour les gains et pertes latents résultant de changements d'hypothèses et d'écarts d'expérience postérieurs au 1^{er} janvier 2004, date de première application des normes IFRS.

D'autre part, AREVA a intégré dans ses comptes consolidés au 30 juin 2006 l'incidence définitive de l'application du référentiel IFRS chez STMicroelectronics, société associée consolidée par mise en équivalence. STMicroelectronics n'avait pas publié le détail des impacts de l'application des normes IFRS sur ses comptes 2005 dans les délais d'arrêté des comptes annuels d'AREVA au 31 décembre 2005.

Note 2 - Périmètre

Les principales variations de périmètre du premier semestre 2006 sont les suivantes :

AREVA a augmenté sa participation dans REpower en souscrivant à l'augmentation de capital de cette société et par acquisition de titres sur le marché. Suite à ces opérations, le pourcentage de détention s'élève à 29,99 %.

5.7. Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2006

Note 3 - Autres charges et produits opérationnels non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2005	Exercice 2005
Coût des restructurations et des plans de cessation anticipée d'activité	(43)	(65)	(138)
Perte de valeur des goodwill	-	-	-
Autres charges et produits opérationnels non courants	(10)	1	(56)
Total	(53)	(64)	(194)

Au 30 juin 2006, les coûts des restructurations et des plans de cessation anticipée d'activité concernent le Pôle **Transmission & Distribution** pour - 29 millions d'euros et **Nucléaire** pour - 14 millions d'euros. Les autres charges opérationnelles non courantes correspondent essentiellement à une perte prévisionnelle sur un projet de cession en cours.

Au 30 juin 2005, les coûts de restructuration et de cessation anticipée d'activité sont afférents au Pôle **Transmission & Distribution** pour - 47 millions d'euros et au **Nucléaire** pour - 17 millions d'euros.

Note 4 - Résultat net des activités cédées

Le résultat net d'impôt des activités cédées correspondait en quasi-totalité au 30 juin 2005 au résultat net de FCI pour 24 millions d'euros, selon la composition suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	
Résultat opérationnel	42
Résultat financier	(5)
Impôts	(12)
Résultat net	24

Note 5 - Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2005	Exercice 2005
Coût de l'endettement financier net	(4)	9	16
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	31	20	59
Coût de l'endettement financier brut	(35)	(11)	(43)
Autres charges et produits financiers	36	11	(29)
Part liée aux opérations de fin de cycle	(1)	11	(32)
Résultat sur cession de titres	40	26	26
Dividendes reçus	16	33	33
Rémunération des créances CEA	3	3	5
Désactualisation sur opérations fin de cycle	(59)	(51)	(96)
Part non liée aux opérations de fin de cycle	36	0	3
Résultat de change	6	(7)	(5)
Résultat sur cession de titres et variation de valeur des titres de transaction	5	32	92
Dividendes reçus	57	21	29
Dépréciation d'actifs financiers	5	6	5
Intérêts sur avances contrats aval	(17)	(19)	(42)
Autres	10	(4)	(18)
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(29)	(29)	(59)
Résultat financier	32	20	(13)

Au 30 juin 2005, les dividendes reçus de Suez figuraient en autres charges et produits financiers – part liée aux opérations de fin de cycle. Au 30 juin 2006, suite au reclassement des titres Suez en titres non dédiés disponibles à la vente réalisé au 31 décembre 2005, ils figurent en autres charges et produits financiers – part non liée aux opérations de fin de cycle.

5.7. Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2006

Note 6 - Impôts sur le résultat**6.1. L'analyse de la charge d'impôt comprise dans le résultat s'analyse comme suit :**

Le groupe AREVA détermine sa charge d'impôt au 30 juin en appliquant au résultat avant impôt, le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.

Le taux effectif d'impôt estimé pour 2006 est de 24,21 %. Le taux effectif d'impôt réel de 2005 est de 27,14 %.

6.2. Impôts comptabilisés directement en capitaux propres

La variation des impôts différés, directement comptabilisés en capitaux propres et résultant des variations de juste valeur des instruments financiers comptabilisés en capitaux propres recyclables s'élève à + 3,1 millions d'euros au premier semestre 2006.

Note 7 - Goodwills

L'évolution des goodwills est la suivante au 30 juin 2006 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2005	Acquisitions	Cessions	Options de ventes des minoritaires	Écarts de conversion et autres	30 juin 2006
Pôles Nucléaires	1 596	2	0	103	(9)	1 692
Pôle Transmission & Distribution	499	0	0	0	5	504
Total	2 095	2	0	103	(4)	2 196

L'augmentation des goodwills du **Nucléaire** provient principalement de l'ajustement du goodwill lié aux options de vente détenues par l'actionnaire minoritaire d'AREVA NP en fonction du résultat réalisé et du dividende versé par cette société au cours de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006.

En l'absence d'indices de perte de valeurs, il n'a pas été procédé à des tests de dépréciation des goodwills au 30 juin 2006.

Note 8 - Opérations de fin de cycle

Le tableau suivant récapitule les différents postes comptables concernés par le traitement des opérations de fin de cycle dans le bilan d'AREVA ainsi que leur financement :

ACTIF (en millions d'euros)	30 juin 2006	31 décembre 2005	PASSIF	30 juin 2006	31 décembre 2005
Actifs de fin de cycle	2 240	2 208	Provisions pour opérations de fin de cycle	4 540	4 490
– quote-part AREVA ⁽¹⁾	157	163	– financées par AREVA	2 457	2 444
– quote-part des tiers ⁽²⁾	2 083	2 045	– financées par les tiers ⁽²⁾	2 083	2 045
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle ⁽³⁾	2 786	2 798			

(1) Montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA.

(2) Montant de la provision devant être financée par les tiers.

(3) Portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA.

5.7. Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2006

Actifs de fin de cycle

Le groupe reconnaît, en complément de la valeur de ses immobilisations corporelles, la part à terme des coûts des opérations de fin de cycle (démantèlement des installations nucléaires, décontamination) dont il a la responsabilité financière. Cet actif quote-part groupe est amorti sur le même rythme que les immobilisations sous-jacentes. Il constate aussi un actif quote-part tiers pour la part devant être financée par certains clients sur les opérations de démantèlement et de reprise et conditionnement des déchets. En contrepartie, le coût total estimé des opérations de fin de cycle est provisionné dès la mise en service actif, y compris, le cas échéant, la quote-part financée par des tiers.

(en millions d'euros)	Quote-part groupe			Quote-part tiers	30 juin 2006	31 décembre 2005
	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette			
Démantèlement	614	(457)	157	1 583	1 740	1 715
Reprise et conditionnement des déchets				500	500	493
Total	614	(457)	157	2 083	2 240	2 208

La quote-part des tiers dans les actifs de fin de cycle liés au démantèlement correspond essentiellement au financement attendu d'EDF pour le site de La Hague et du CEA pour le site de Pierrelatte. Ce poste augmente de la désactualisation et diminue des travaux effectués.

La quote-part des tiers dans les actifs de fin de cycle liés à la reprise et au conditionnement des déchets (RCD) correspond au financement attendu d'EDF sur sa quote-part d'engagement pour le site de La Hague. Ces actifs sont destinés à être recouverts lors de la signature d'un accord avec EDF finalisant ses modalités de règlement. En effet, les prestations de RCD bénéficiant d'engagements contractuels avec des tiers couvrant les coûts futurs, aucun passif et actif correspondant n'est comptabilisé. Par contre, la quote-part des travaux de RCD déjà réalisée et devant être financée par EDF est positionnée dans les en-cours de production.

Actifs de couverture des opérations de fin de cycle

Ce poste comporte les éléments suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2006	31 décembre 2005
Créances liées au démantèlement	134	129
Portefeuille dédié	2 652	2 669
Total	2 786	2 798

- Les créances liées au démantèlement comprennent principalement la créance sur le CEA résultant de la signature en décembre 2004 d'un accord pour la prise en charge par ce dernier d'une quote-part des coûts de démantèlement d'ateliers des usines de La Hague et Cadarache ; cette créance, qui porte intérêt à un taux proche de 5 %, s'élève à 125 millions d'euros TTC au 30 juin 2006. Son échéance n'est pas déterminée.
- La répartition du portefeuille dédié est décrite ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2006	31 décembre 2005
En valeur de marché		
Actions cotées	618	570
FCP actions	1 008	973
FCP obligataires et monétaires	1 026	1 126
Total	2 652	2 669
Par origine géographique		
Zone Euro	2 134	2 164
Europe hors zone Euro	502	502
Autres	16	2
Total	2 652	2 669

5.7. Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2006

Provisions pour opérations de fin de cycle

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2006	31 décembre 2005
Démantèlement des installations nucléaires	3 293	3 262
Reprise et conditionnement des déchets	1 247	1 228
Provisions pour opérations de fin de cycle	4 540	4 490

En qualité d'exploitant d'installations nucléaires, le groupe a l'obligation juridique de procéder, lors de l'arrêt définitif de tout ou partie de ses installations industrielles, à leur mise en sécurité et à leur démantèlement. Il doit également reprendre et conditionner selon les normes en vigueur les différents déchets issus des activités d'exploitation et qui n'ont pu être traités en ligne. Pour le groupe, les installations en cause concernent l'amont du cycle avec notamment l'usine d'enrichissement d'Eurodif à Pierrelatte et les usines de combustibles mais surtout l'aval du cycle : usine de La Hague pour le traitement, usine Melox et Cadarache pour la fabrication de combustibles MOX.

Dans certaines activités (essentiellement traitement du combustible usé), plusieurs clients ont accepté d'assurer le financement d'une partie des coûts associés à ces obligations de démantèlement et de reprise et conditionnement des déchets dont ils restent propriétaires. Pour le groupe, il en résulte un transfert de l'engagement financier de démantèlement et de reprise et conditionnement des déchets vers ces derniers.

L'échéancier des dépenses correspondant aux engagements de fin de cycle se situe entre 2006 et 2060 en fonction des dates prévisibles d'arrêt des installations et de la programmation des opérations. En particulier, les flux de trésorerie relatifs au démantèlement des unités UP2-800 et UP3 de La Hague sont positionnés entre les années 2040 et 2060.

Négociation EDF/AREVA NC

EDF et AREVA NC se sont engagés dans un processus de négociation globale visant à définir :

D'une part :

- Les conditions juridiques et financières d'un transfert à AREVA NC des obligations financières actuelles d'EDF de participation au démantèlement du site de La Hague ; celles-ci pourraient comprendre les modalités d'un règlement libératoire de cet engagement de long terme. Les éléments tenant à la fixation des quotes-parts respectives pour le financement du démantèlement de La Hague ont fait l'objet fin septembre 2003 d'un accord entre les parties ;
- La participation financière d'EDF et de AREVA NC au titre de leurs obligations respectives de reprise et conditionnement des déchets des sites de La Hague et de Saint-Laurent-des-Eaux ;

Et d'autre part :

- Les conditions économiques du futur contrat de traitement des combustibles usés au-delà de 2007.

Compte tenu du caractère global de cette négociation, AREVA a maintenu dans ses comptes, pour ces coûts de démantèlement, les quotes-parts utilisées pour la clôture des comptes 2005. Sur la base des éléments d'appréciation disponibles, il ne devrait pas en résulter d'incidence significative sur les comptes et la situation financière du groupe.

5.7. Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2006

Note 9 - Participations dans les sociétés associées (mises en équivalence)

(en millions d'euros)	30 juin 2006					31 décembre 2005
	% de contrôle	Part dans le résultat des sociétés associées	Participations dans les sociétés associées hors goodwill	Goodwill	Valeur des participations dans les sociétés associées (y.c. goodwill)	Valeur des participations dans les sociétés associées (y.c. goodwill)
STMicroelectronics	10,94 %	48	818	43	861	831
Eramet	26,25 %	52	405	35	440	391
REpower	29,99 %	1	54	23	77	27
Autres sociétés associées		4	38		38	38
Total		104	1 315	102	1 417	1 288

Les variations au 30 juin 2006 proviennent principalement des résultats et dividendes des sociétés associées ainsi que de l'augmentation de la participation d'AREVA dans la société REpower, passée de 21,2 % à 29,9 % suite à des rachats d'actions et à la souscription par AREVA à l'augmentation de capital de cette société. Par ailleurs, l'impact définitif de la première application des normes IFRS pour la société STMicroelectronics est inclus dans la part de résultat de cette société pour un montant de 15 millions d'euros (Cf. Note 1.2. Principes comptables).

Note 10 - Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30 juin 2006	31 décembre 2005
Titres disponibles à la vente	2 058	1 976
Créances rattachées à des participations	30	32
Autres actifs financiers non courants	349	355
Dérivés sur opérations de financement	12	2
Total	2 449	2 365

Titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Nombre de titres au 30 juin 2006	30 juin 2006	31 décembre 2005
Actions cotées (en valeur de marché)			
- Total	7 350 064	378	390
- Alcatel	2 597 435	26	27
- Société Générale	1 690 000	194	176
- Suez	27 627 000	898	727
- Safran (ex-Sagem)	30 772 945	524	622
Titres de participation non cotés		38	34
Total		2 058	1 976

Le 18 mai 2006, le nominal des titres Total a été divisé par quatre. Cette opération n'a aucune conséquence sur la valeur globale du portefeuille.

Autres actifs financiers non courants

Au 30 juin 2006 et au 31 décembre 2005, cette rubrique se compose essentiellement de l'avance aux actionnaires d'Urenco concernant l'acquisition de la société ETC et de dépôts auprès des douanes des États-Unis dans le cadre du litige Usec.

5.7. Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2006

Note 11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie*(en millions d'euros)*

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Titres de transaction de moins de 3 mois à l'origine	781	1 227
Disponibilités et comptes courants financiers	222	257
Valeur nette	1 003	1 484

Les titres de transaction de moins de 3 mois à l'origine sont principalement constitués par des titres de créances négociables et d'OPCVM monétaires.

Note 12 - Autres provisions*(en millions d'euros)*

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de concentration	61	66
Dépollution et reconstitution des autres sites industriels	25	25
Autres provisions non courantes	86	91
Restructurations et plans sociaux	138	165
Provisions pour assainissement courant	77	67
Provisions pour garanties données aux clients	232	236
Provisions pour pertes à terminaison	390	93
Travaux restant à effectuer	396	417
Autres	263	353
Provisions courantes	1 496	1 331
Total Autres provisions	1 582	1 422

EPR de Olkiluoto 3

L'EPR de Olkiluoto 3 (OL3) est le premier réacteur tête de série de troisième génération en construction dans le monde, réalisé en consortium avec Siemens. Il est également le premier réacteur pour lequel deux autorités de sûreté (française et allemande) ont été associées à la conception. Ce contrat clés en main, signé avec le client TVO (Finlande), se caractérise par des conditions de prix et de délai de réalisation très tendues. Il connaît actuellement des difficultés et des retards inhérents en particulier au caractère "tête de série" du réacteur OL3 et au processus spécifique à la Finlande d'approbation des documents techniques par le client et de validation du design détaillé par l'Autorité de Sûreté finlandaise, qui intervient au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Compte tenu de ce processus d'approbation, tout retard affecte les opérations en aval.

Le niveau significatif de la provision enregistrée par le groupe au premier semestre 2006 correspond d'une part aux surcoûts identifiés, liés notamment aux travaux d'ingénierie et au génie civil, et d'autre part à l'appréciation des risques couvrant en particulier les incertitudes pesant aujourd'hui sur les conditions de réalisation du projet.

AREVA a engagé avec le client des discussions permettant de remédier aux difficultés actuelles. Dans ce contexte, cette provision ne fait pas l'objet d'une information détaillée.

Note 13 - Dettes financières

(en millions d'euros)	Dettes non courantes	Dettes courantes	30 juin 2006	31 décembre 2005
Options de vente des actionnaires minoritaires	1 076		1 076	1 076
Avances rémunérées	470	52	522	497
Emprunts auprès des établissements de crédits	41	210	251	286
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs		41	41	65
Autres dettes financières	61	11	72	92
Total dettes financières	1 648	314	1 962	2 016

Options de vente des actionnaires minoritaires

Le pacte d'actionnaires conclu en 2001 entre Framatome SA (absorbée en 2001 par AREVA) et Siemens prévoit l'exercice d'un put (option de vente par Siemens des titres AREVA NP détenus par Siemens, représentant 34 % du capital) et d'un call (option d'achat par AREVA des titres AREVA NP détenus par Siemens) dans les conditions suivantes :

En premier lieu, le put et le call pourraient être exercés suite à une période dite "d'impasse" définie par le pacte et qui résulterait en particulier de l'impossibilité de prendre certaines décisions (telles que fermeture d'un site, modification des statuts...) ou de la non-approbation par Siemens des états financiers pendant deux exercices.

En second lieu, le pacte d'actionnaires prévoit qu'après une période de 11 ans, soit à partir de 2012, les parties ont la possibilité d'exercer ce put ou ce call sans condition.

Dans ce cadre, Siemens aura la possibilité d'exercer un put lui permettant de vendre toutes ses actions à AREVA à dire d'expert et AREVA aura la possibilité d'exercer un call lui permettant de racheter toutes les actions AREVA NP détenues par Siemens, pour une valeur déterminée à dire d'expert.

Les engagements de rachat des participations minoritaires de Siemens dans AREVA NP SAS figurent dans les dettes financières pour la valeur du prix d'exercice de l'option de vente évaluée suivant la méthode des cash-flows futurs prévisionnels actualisés. Cette valeur est révisée au 31 décembre de chaque année.

Note 14 - Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le détail des transactions entre le groupe et les autres parties liées significatives est présenté ci-dessous :

CEA

(en millions d'euros)	30 juin 2006	31 décembre 2005
Dettes envers les entreprises liées	513	240
Créances sur les entreprises liées	644	532
Ventes	234	574
Achats	23	24

Relations avec les entreprises du secteur public

Le groupe réalise des transactions courantes avec des entreprises du secteur public, essentiellement EDF. Les transactions avec EDF concernent la vente d'uranium, des prestations d'enrichissement, la fourniture de combustible nucléaire, des opérations de maintenance de centrales et des ventes d'équipements, ainsi que des prestations de transport, d'entreposage, de traitement et de recyclage des combustibles usés. Les négociations en cours avec EDF sont décrites en Note 8 - Opérations de fin de cycle.

Note 15 - Engagements donnés et reçus

Engagements hors bilan

(en millions d'euros)

	30 juin 2006	31 décembre 2005
Engagements donnés	2 973	3 076
Garanties de marché données	2 417	2 463
Autres garanties liées à l'exploitation	195	227
Engagements donnés liés au financement	24	49
Autres engagements donnés	337	337
Engagements reçus	845	900
Engagements reçus liés à l'exploitation	391	427
Engagements reçus liés au financement	16	36
Autres engagements reçus	438	437
Engagements réciproques	1 015	907

Engagements donnés

AREVA a donné une garantie spécifique sur la propriété des titres du Pôle FCI cédé à BAIN. Cette garantie, plafonnée au prix de cession (582 millions d'euros), n'est pas reprise dans le tableau récapitulatif.

Le groupe a donné une garantie maison mère au client TVO dans le cadre du contrat EPR Finlande pour le montant total de son engagement et reçu, de la part de Siemens, une garantie à hauteur de sa quote-part. L'engagement net donné par le groupe est compris entre 1,5 et 2 milliards d'euros. Cette valeur n'est pas intégrée dans le tableau récapitulatif.

Engagements reçus

Au 30 juin 2006, AREVA a maintenu ses réclamations fondées sur les engagements reçus d'Alstom au titre de la garantie concernant l'acquisition de T&D. Le plafond de cette garantie dite "générale" est de 175 millions d'euros. AREVA a adressé à Alstom divers courriers pour signaler des faits pouvant ouvrir droit à des appels en garanties qui interviendront à mesure que, dans chaque cas, le montant du préjudice subit sera définitivement connu. Les événements les plus importants sont décrits dans la Note 16.

Depuis le 31 mars 2006, AREVA ne peut plus présenter de nouveaux dossiers au titre de cette garantie générale.

Engagements réciproques

Au 30 juin 2006, ils incluent un engagement, pour un montant maximal de 400 millions d'euros, auprès des actionnaires de la société Urenco d'acquiescer 50 % des parts que ces derniers détiennent dans la société ETC.

Note 16 - Autres informations

Litiges et passifs éventuels

Plainte des associations concernant d'anciens sites miniers du Limousin

Des associations ont porté plainte pour abandon de déchets et atteinte à la vie piscicole à proximité d'anciens sites miniers du Limousin, près de Bessines. L'audience devant le tribunal correctionnel de Limoges s'est tenue le 24 juin 2005. Le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Limoges du 14 octobre 2005 a relaxé complètement AREVA NC des infractions qui lui étaient reprochées. La relaxe prononcée par le juge pénal le 14 octobre 2005 est par conséquent définitive.

Les parties civiles ont fait appel. L'affaire a été plaidée devant la cour d'appel de Limoges le 24 mai 2006 mais sur les seuls intérêts civils.

La chambre des appels correctionnels de la cour d'appel de Limoges, dans un arrêt en date du 28 juin 2006, a confirmé le jugement du tribunal correctionnel de Limoges du 14 octobre 2005 en ce qu'il a statué sur l'action civile et jugé irrecevables les constitutions de partie civile.

Deux des trois associations ont formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt.

ISF2

Le projet ISF2 concerne la construction d'une unité de stockage à sec de combustibles nucléaires (RBMK) en Ukraine.

En mai 2004, le client a écrit à AREVA NP que ses assemblages ne se trouvaient pas dans l'état indiqué dans les documents contractuels. Sans porter préjudice aux positions contractuelles de chacune des parties et indépendamment des négociations commerciales et financières, un "Memorandum of Understanding" a été signé le 17 juillet 2004 entre les trois parties (AREVA NP, représentant du client (PMU), Centrale Nucléaire) montrant clairement leur volonté de coopérer pour mener à terme ce projet.

Conformément à la demande du client, AREVA NP a élaboré une solution technique prenant en compte l'éventualité selon laquelle le client pourrait ne pas être en mesure de fournir l'état réel de ses assemblages combustibles (responsabilité contractuelle du client). En novembre 2004, cette solution a été présentée aux pays donateurs en présence de l'ensemble des parties prenantes (BERD / AREVA NP / Client / Autorités de Sécurité ukrainiennes).

En juillet 2005, les coûts associés à la solution proposée par AREVA NP ont été présentés à l'Assemblée des pays donateurs. À la demande de cette dernière, un audit technico-économique a été diligenté par la BERD. En parallèle, le contrat a été suspendu fin octobre 2005 par accord mutuel des parties pour une durée initiale de trois mois, et des travaux ont été lancés dans le cadre d'un contrat de services spécifique afin que les sujets les plus critiques pour le projet puissent néanmoins se poursuivre.

Les conclusions de l'audit technico-économique financé par les pays donateurs ont été rendues en janvier 2006. AREVA NP a fait part de son désaccord sur les conclusions de cet audit non contractuel lors de l'Assemblée Générale des pays donateurs qui s'est tenue à Londres le 14 février 2006. À cette occasion, AREVA NP avait fait de nouvelles propositions pour faire avancer ce projet. Lors de la dernière réunion de l'Assemblée des pays donateurs (27 juin 2006), une solution alternative aux propositions d'AREVA NP a été proposée par une société américaine. Au 30 juin 2006, le contrat reste suspendu.

5.7. Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2006

Litige Usec

En 2001, le Département Américain du Commerce (DOC) a imposé des droits compensateurs sur les importations en provenance de France, d'Allemagne, des Pays-Bas et de Grande-Bretagne à l'encontre des enrichisseurs européens ; cette action fait suite aux plaintes déposées en décembre 2000 par l'United States Enrichment Corporation (Usec) à l'encontre d'Eurodif et d'Urenco pour dumping et subvention. Le niveau des droits compensateurs appliqués aux exportations d'Eurodif aux États-Unis a conduit à déposer auprès des douanes américaines 188 millions de dollars à fin juin 2006, récupérables à l'issue des procédures.

La défense d'Eurodif s'articule autour d'une procédure administrative devant le DOC et d'une procédure judiciaire devant la Cour américaine pour le commerce international (Court of International Trade –CIT) :

- en février 2003, Eurodif a demandé au DOC une révision des droits compensateurs provisoires versés en 2001 et 2002. Les décisions administratives définitives sur la révision de ces droits ont été notifiées en juillet et septembre 2004. Le niveau des droits compensateurs, après révision, a été réduit d'environ 80 % par rapport aux droits provisoires. Les droits applicables en 2004 au titre du dumping ont été déterminés en octobre 2005 ;
- en avril 2002, Eurodif a engagé des procédures d'appel devant la Court of International Trade (CIT) des États-Unis. La CIT a rendu des décisions favorables en mars 2003, puis en septembre 2003 confortant l'analyse juridique d'Eurodif ;
- la US Court of Appeal for the Federal Circuit (CAFC), ultime instance d'appel, a été saisie début 2004 et a rendu le 3 mars 2005 une décision en faveur d'Eurodif, mettant fin ainsi aux mesures de protection anti-dumping et subvention mises en place par le DOC et à l'ensemble des procédures. Ce jugement a été confirmé par la CAFC lors d'une nouvelle audience tenue le 9 septembre 2005. Cette cour a renvoyé le dossier à la CIT, qui a à son tour, en janvier 2006, ordonné au DOC de se mettre en conformité avec ces décisions.

Compte tenu du processus juridique destiné à permettre le remboursement des sommes déposées par Eurodif, le groupe n'est pas en mesure de déterminer la date à laquelle ces sommes seront remboursées.

Enquêtes en cours

Une enquête, menée par la Commission européenne concernant des pratiques anticoncurrentielles alléguées entre fournisseurs de GIS (disjoncteurs isolés au SF6), a donné lieu à une "notification des griefs" à l'encontre d'AREVA, d'Alstom, ABB, Siemens et d'autres sociétés, japonaises et européennes. AREVA estime qu'une éventuelle sanction prononcée par cette autorité de la concurrence devrait s'appliquer directement à Alstom, et dans le cas contraire qu'Alstom devrait compenser AREVA au titre de la garantie de passif concédée lors de la cession du secteur T&D.

Cette enquête a généré des investigations complémentaires de la part des autorités de la concurrence de la Hongrie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, du Mexique, de la République tchèque. Elle a donné lieu en Hongrie à une décision conforme à la position défendue par AREVA. AREVA, qui souhaite éradiquer toute pratique anticoncurrentielle de ses activités, a eu divers échanges avec la Commission sur les actions qu'elle a prises pour s'en assurer. AREVA met en place un programme de conformité au sein de toutes ses unités.

Sanction administrative prise à l'encontre d'une filiale mexicaine d'AREVA T&D

Une procédure a été engagée en 2004 par les autorités mexicaines contre une des sociétés filiale d'AREVA T&D pour pratiques anticoncurrentielles illicites pouvant conduire à une interdiction d'accès à des marchés publics.

Une décision de justice a été rendue le 11 août 2005 en faveur d'AREVA T&D, la tenant indemne de toute sanction. Toutefois, l'autorité administrative concernée a pris à l'encontre de AREVA T&D SA de CV une nouvelle décision identique à la première pour interdire à la société l'accès aux marchés publics au Mexique. Des procédures sont engagées pour faire constater l'autorité de la chose jugée et suspendre les effets de cette sanction en attendant, le cas échéant, un nouveau jugement au fond.

Note 17 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Ritz Haute tension

AREVA T&D a signé avec le groupe allemand Ritz un accord portant sur les modalités juridiques et financières de l'acquisition de ses activités de transformateurs de mesure haute tension.

Ritz Haute Tension est un des leaders mondiaux des transformateurs de mesure avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 50 millions d'euros et un effectif de près de 500 personnes.

La complémentarité du portefeuille produit et de la couverture géographique avec les activités transformateurs de mesure d'AREVA T&D, notamment dans des pays stratégiques tels que la Chine et les États-Unis, fera d'AREVA le leader mondial sur ce métier.

Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'acquisition ciblée d'AREVA T&D visant à renforcer chacune de ses lignes de produits.

ETC

À la suite de l'approbation des autorités de concurrence de la Commission européenne et de l'entrée en vigueur de l'accord intergouvernemental entre la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, ayant pour objet le contrôle de la technologie d'enrichissement d'uranium par la centrifugation gazeuse, AREVA a finalisé le 3 juillet 2006 l'acquisition de 50 % des parts de la société "Enrichment Technology Company" (ETC) aux côtés d'Urenco.

ETC regroupe les activités d'Urenco dans la conception et la construction d'équipements et d'installations d'enrichissement d'uranium par centrifugation, ainsi que la R&D afférente. L'activité des deux partenaires dans ce domaine sera exclusivement menée par ETC. Les deux partenaires resteront par ailleurs concurrents dans la commercialisation des services d'enrichissement d'uranium.

L'acquisition de 50 % d'ETC sécurise l'accès aux équipements de centrifugation nécessaires à la construction de la future usine d'enrichissement d'uranium Georges Besse II. AREVA va ainsi pouvoir remplir ses engagements à long terme vis-à-vis de ses clients en permettant une transition en douceur entre les usines Georges Besse et Georges-Besse II.

ETC a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 232 millions d'euros et emploie de l'ordre de 1 000 personnes principalement dans ses installations de Capenhurst (Royaume-Uni), Almelo (Pays-Bas), Jülich et Gronau (Allemagne).

La Mancha

AREVA NC et La Mancha resources Inc ont signé un accord définitif le 19 mai 2006 pour le rapprochement de leurs activités de production et de prospection d'or. La Mancha resources Inc est une société canadienne cotée à la bourse TSX/V de Toronto.

Ce rapprochement se fera sous la forme d'un apport par CFMM et Areva Australia de leurs actifs or (à savoir Cominor et ses filiales en Côte d'Ivoire et au Soudan, et Mineraus en Australie) à La Mancha. En échange de cet apport, CFMM recevra une participation majoritaire dans la Mancha (plus de 62 %) et 7 millions de warrants.

Parallèlement à cet apport, La Mancha lèvera des fonds via un placement d'actions auprès d'investisseurs privés d'un montant de 40 millions CAD.

Au terme de cette opération, Cominor et la filiale australienne Mineraus seront détenues à 100 % par La Mancha.

La finalisation de la transaction est en cours : un prospectus a été envoyé le 25 août 2006 aux actionnaires pour approuver la transaction avec convocation d'une Assemblée Générale pour le 20 septembre et un dossier a été déposé pour une demande de transfert du TSX/V au TSX le 1^{er} septembre.

Le closing est prévu le 28 septembre sous réserve de la levée des conditions suspensives (autorisation des pouvoirs publics australiens, approbation de l'opération par l'AG des actionnaires principalement).

Forges du Creusot

Le 8 septembre 2006, AREVA NP a acquis 100 % du capital de Sfarsteel, un groupe dont les unités sont implantées dans le bassin du Creusot et sont spécialisées dans la forge, l'usinage, la mécanique et la chaudronnerie. Le chiffre d'affaires de Sfarsteel s'est élevé à 69 millions d'euros en 2005, pour un effectif d'environ 400 personnes. Dans un contexte de renaissance globale de l'industrie nucléaire, AREVA souhaite consolider ses capacités d'approvisionnement en composants lourds, notamment en pièces forgées.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 1 346 822 638 euros

Siège social : 27-29, rue Le Peletier - 75009 – Paris - France
Tél. : +33 (0) 1 44 83 71 00 - Fax : +33 (0) 1 44 83 25 00

www.aveva.com